



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 octobre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 17th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(A. G. 16262-53)

Alphonse Devost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1953, constituant en corporation: David Belhumeur, C.A., Jacques Charette, Gaston Bellerive, comptables, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur de travaux de drainage et d'égouts, de chemins et de tout autre genre de travaux publics, sous le nom de "Alphonse Devost Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 488 rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940
33898 — 1-52

Letters Patent

(P. G. 16262-53)

Alphonse Devost Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of September 1953, incorporating: David Belhumeur, C.A., Jacques Charette, Gaston Bellerive, accountants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as contractors in drainage and sewage work, roads, and all sorts of public works, under the name of "Alphonse Devost Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 488 Notre-Dame Street Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-first day of September 1953.

61 L. DÉSILETS.
Deputy Attorney General.

(P. G. 41244-53)

Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1953, constituant en corporation sans capital-actions: L'Honorable André Montpetit, juge puiné de la Cour Supérieure, de Westmount, Maximilien Caron, avocat, de Montréal, Paul LaRoque, avocat d'Outremont, André Bachand, Arthur Dansereau, avocats, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser entre les membres des relations amicales, promouvoir les intérêts de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, sous le nom de "Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la Corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A. G. 41244-53)

Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of September 1953, to incorporate as a corporation without share-capital: the Honourable André Montpetit, of Westmount, puisne judge of the Superior Court, Maximilien Caron, advocate, of Montreal, Paul LaRoque, advocate, of Outremont, André Bachand, Arthur Dansereau, advocates, of the Town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage amicable relations between its members, and further the interests of the Law Faculty of the University of Montreal, under the name of Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 19975-53)

Benneil Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six août 1953, constituant en corporation: Arich Ben-Zvy, garagiste, de la cité d'Outremont, Moses Meilman, garagiste, Louis Miller, Lyon Miller, manufacturiers, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir et administrer une propriété immobilière sur la rue Vitre ouest, au coin des rues Chenneville et St. George, en la cité de Montréal, sous le nom de "Benneil Realty Co.", avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le vingt-six août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 19975-53)

Benneil Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1953, incorporating: Arich Ben-Zvy, garagist, of the city of Outremont, Moses Meilman, garagist, Louis Miller, Lyon Miller, manufacturers, the three latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, and to hold, and manage an immoveable property on Vitre Street West, at the corner of Chenneville and St. George Streets, in the city of Montreal, under the name of "Benneil Realty Co.", with a capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 41118-53)

**Blanchette & Dupuy Ltée
Blanchette & Dupuy Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Raoul Blanchette, Jean-Jacques Dupuy, marchands, Jean-Marie Nadeau, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, installer, réparer, tous meubles de maison, appareils et accessoires élec-

(A.G. 41118-53)

**Blanchette & Dupuy Ltée
Blanchette & Dupuy Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Raoul Blanchette, Jean-Jacques Dupuy, merchant, Jean-Marie Nadeau, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in, install, repair, all household furniture, household electrical appliances and appa-

triques ménagers, sous le nom de "Blanchette & Dupuy Ltée" — "Blanchette & Dupuy Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(P.G. 42350-53)

Bon & Bar Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1953, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce qui consistent à fabriquer et réparer les automobiles, camions, tracteurs et véhicules-moteurs de toutes sortes; exploiter des postes de ravitaillement et garages pour la vente de gazoline et effectuer toutes réparations d'automobiles, sous le nom de "Bon & Bar Motors Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 13546-53)

Canadian Office Machine Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit septembre 1953, constituant en corporation: William B. Fairley, Frank E. Urie, J. Stuart McFadden, Joseph Tremblay, tous techniciens-machinistes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce général de dactylographes, machines à dactylographier, machines à calculer et leurs accessoires de toutes sortes; exploiter des écoles dans le but d'enseigner aux élèves comment manœuvrer et réparer les susdits outillages et machinerie, sous le nom de "Canadian Office Machine Service Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2625 rue Albert, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P. G. 41184-53)

Carrière Grand'Mère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ratus, under the name of "Blanchette & Dupuy Ltée" — "Blanchette & Dupuy Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(A.G. 42350-53)

Bon & Bar Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1953, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with, manufacture and repair automobiles, trucks, tractors and motor vehicles of all kinds; operate filling stations and garages for the sale of gasoline, and the caring for any repairing of automobiles, under the name of "Bon & Bar Motors Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at St. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13546-53)

Canadian Office Machine Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of September, 1953, incorporating: William B. Fairley, Frank E. Urie, J. Stuart McFadden, Joseph Tremblay, all technical machinists, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in typewriters, typewriting machines, calculating machines and supplies thereof of all kinds; to operate schools to train pupils to operate and repair the aforesaid equipment and machinery, under the name of "Canadian Office Machine Service Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each, and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 2625 Albert Street, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A. G. 41184-53)

Carrière Grand'Mère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelère, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1953, constituant en corporation: Auguste Desilets, Roger Deshaies, avocats, Raymonde Gélinas, sténographe, tous de Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme propriétaires de carrières et marchands de pierre, sous le nom de "Carrière Grand'Mère Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(P. G. 41248-53)

Club de Golf du Lac St-Joseph Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelère, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du deux septembre 1953, constituant en corporation: Lt. Col. George Couture, industriel, Robert Monast, André Monast, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Etablir et exploiter un Club de Golf, avec chalet et dépendances, à Ste-Catherine, à proximité du Lac St-Joseph, dans le Comté de Portneuf, sous le nom de "Club de Golf du Lac St-Joseph Inc.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Catherine, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(P.G. 41193-53)

Comel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1953, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la ville de Hampstead, Roma Connolly, Marjorie Gilbride, secrétaires, fille majeures, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir un emplacement ayant front sur la rue Iberville, en la cité de Montréal, y construire et posséder un édifice de bureaux, devant être acquis à des fins de placement, sous le nom de "Comel Limited", avec un capital de \$75,000 divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of September, 1953, incorporating: Auguste Desilets, Roger Deshaies, advocates, Raymonde Gélinas, stenographer, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate as quarry owners and stone merchants, under the name of "Carrière Grand'Mère Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(A. G. 4128-53)

Club de Golf du Lac St-Joseph Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelère, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of September, 1953, incorporating: Lt. Col. George Couture, industrialist, Robert Monast, André Monast, advocates, all of city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a Golf Club, with club house and dependencies, at Ste-Catherine, in proximity to Lake St-Joseph, in the county of Portneuf, under the name of "Club de Golf du Lac St-Joseph Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares of no par or nominal value and the amount of the capital stock with which the company will start its operations is \$10,000.

The head office of the company will be at Ste-Catherine, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(A.G. 41193-53)

Comel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1953, incorporating: David Goodman, advocate, of the town of Hampstead, Roma Connolly, Marjorie Gilbride, secretaries, spinsters both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire an emplacement fronting on Iberville Street, in the city of Montreal, and to construct and own an office building thereon, to be acquired for the purposes of investment, under the name of "Comel Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of the par value of \$10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 41247-53)

Cosmopolitan House Furnishing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Arthur Schecter, marchand, Sally Perlman, ménagère, épouse séparée de biens d'Arthur Schecter, Meyer Schecter, marchand, Chana Erony, ménagère, épouse séparée de biens de Meyer Schecter, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, appliques, poêles dispositifs électriques, fournitures et accessoires domestiques de toutes sortes, sous le nom de "Cosmopolitan House Furnishing Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(P. G. 42331-53)

Edgar Nault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1953, constituant en corporation: Edgar Nault, vendeur d'automobiles, Guy Paquet, comptable, Origène Nadeau, mécanicien, tous de Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Agir comme distributeurs et faire le commerce de véhicules-automobiles, de machineries agricoles, d'outillage, de matériaux; agir comme garagiste, sous le nom de "Edgar Nault Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(P. G. 42465-53)

Edor Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1953, constituant en corporation: Harry Panoff, marchand, Raphaël-Maurice Phillips, ingénieur, Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer et exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits et marchandises faits en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, textiles, métal bois, papier, nylon et plastique, sous le nom de "Edor Textiles Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 41247-53)

Cosmopolitan House Furnishing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Arthur Schecter, merchant, Sally Perlman, housewife wife separate as to property of Arthur Schecter, Meyer Schecter, merchant, Chana Erony, housewife, wife separate as to property of Meyer Schecter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, fixtures, stoves, electrical appliances, household furnishings and appliances of every kind, under the name of "Cosmopolitan House Furnishing Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 7,000 preferred shares of \$10 each, and 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS.

35726-o

Deputy Attorney General.

(A. G. 42331-53)

Edgar Nault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1953, incorporating: Edgar Nault, automobile salesman, Guy Paquet, accountant, Origène Nadeau, mechanic, all of Thetford-Mines, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To act as distributors and deal in motor-vehicles, agricultural machinery, tool and implements, materials; to operate as a garage-keeper, under the name of "Edgar Nault Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1953.

L. DÉSILETS.

35726

Deputy Attorney General.

(A. G. 42465-53)

Edor Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of September, 1953, incorporating: Harry Panoff, merchant, Raphaël-Maurice Phillips, engineer, Samuel J. Smiley, advocate, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import and export, and deal in all kinds of products and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, textiles, metal, wood, paper, nylon, plastic, under the name of "Edor Textiles Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10. each and 2,000 preferred shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS.

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 41188-53)

Fairing Outfitting Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Hyman Barrett, marchand, de la cité d'Outremont, Rachel Wiseberg, gérante, épouse séparée de biens de Joseph Wiseberg, Irving Wiseberg, marchand, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et négociants de vêtements, fourrures, chapeaux, marchandises sèches, marchandises tricotées, chaussures, fournitures de maison, sous le nom de "Fairing Outfitting Incorporated", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 41188-53)

Fairing Outfitting Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1953, incorporating: Hyman Barrett, merchant, of the city of Outremont, Rachel Wiseberg, manager, wife separate as to property of Joseph Wiseberg, Irving Wiseberg, merchant, of the town of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as merchants and dealers in clothing, furs, hats, dry goods, knitted goods, shoes, household furnishings, under the name of "Fairing Outfitting Incorporated", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 19726-53)

Fisher Bros. Packaging Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, emballer et traiter toutes sortes de fruits, légumes, aliments et préparations alimentaires, sous le nom de "Fisher Bros Packaging Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 19726-53)

Fisher Bros. Packaging Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, 1941, bearing date the twenty-fourth day of August, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prepare, package and treat all kinds of fruits, vegetables, foods and food preparations, under the name of "Fisher Bros. Packaging Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 1,500 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P. G. 41017-53)

Flomen Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1953, constituant en corporation: Alex Flomen, électricien, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, de Rosemere, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et manufacturiers d'outillages électriques, accessoires, machinerie, outils, sous le nom de "Flomen Electric Co. Ltd.", avec un capital de \$70,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A. G. 41017-53)

Flomen Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1953, incorporating: Alex Flomen, electrician, Sureka Wasserman, secretary, spinster, both of the City of Montreal, Jacqueline Roberge, stenographer, spinster, of Rosemere, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractors and manufacturers of electrical equipment, supplies, machinery, tools, under the name of "Flomen Electric Co. Ltd.", with a capital stock of \$70,000, divided into 500 common shares of \$100. each and 200 preferred shares of \$100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P. G. 42359-53)

Hercules Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze septembre 1953, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, J. Giuseppe Levi, consultant de tourisme, et Shirley Dubuc, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement et développer des emplacements immobiliers; construire des maisons d'appartements, sous le nom de "Hercules Development Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 42355-53)

Hudson Realities Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1953, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat, de la Ville de Laprairie, Lomer Gouin, avocat, de la cité de Montréal, Lorraine Séguin, sténographe, fille majeure, de la municipalité de Boucherville, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir des terrains ou des intérêts en ceux; ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Hudson Realities Corporation Ltd." avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hudson, Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 41249-53)

Island Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Benjamin Gordon Davidson, marchand, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, de Rosemere, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et posséder des biens immobiliers et négocier ces immeubles, sous

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A. G. 42359-53)

Hercules Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September 1953, incorporating: David A. Schwartz, advocate, J. Giuseppe Levi, travel consultant, and Shirley Dubuc, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise and develop immovable emplacements; to construct apartment buildings, under the name of "Hercules Development Corporation", with a capital stock of \$100,000, divided into 800 preferred shares of the value of \$100. each, and 200 common shares of the value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42355-53)

Hudson Realities Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1953, incorporating: Maurice Riel, lawyer, of the town of Laprairie, Lomer Gouin, lawyer, of the city of Montreal, Lorraine Séguin, stenographer, spinster, of the Municipality of Boucherville, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire lands or interests therein; to erect buildings and deal in building material, under the name of "Hudson Realities Corporation Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Vaudreuil in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 41249-53)

Island Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Benjamin Gordon Davidson, merchant, Sureka Wasserman, secretary, spinster, both of Montreal, Jacqueline Roberge, stenographer, spinster, of Rosemere, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, and to own real estate, and deal with such real estate, under

le nom de "Island Homes Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P. G. 42320-53)

J. A. Bertrand & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1953, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, Isabelle Lemay, Juliette Lapierre, sténographes, Bernade Charette, comptable, de Montréal, Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, toutes célibataires, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers; exploiter des entrepôts et abattoirs à cette fin, sous le nom de "J. A. Bertrand & Fils Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$1. chacune et en 1000 actions privilégiées, Classe "A", d'une valeur au pair de \$5. chacune, 946 actions privilégiées, classe "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(P. G. 41127-53)

J. C. Kaufmann & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt et un septembre 1953, constituant en corporation: John Charles Kaufman, courtier d'actions, Raymond Caron, avocat, Marion Norman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers pour l'achat et la vente d'aucune et toutes valeurs, sous le nom de "J. C. Kaufman & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 350 actions privilégiées de \$100 chacune et 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 41171-53)

J. E. Therrien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quinze septembre 1953, constituant en corpora-

the name of "Island Homes Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A. G. 42320-53)

J. A. Bertrand & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September 1953, incorporating: Gilles Filion, advocate, Isabelle Lemay, Juliette Lapierre, stenographers, Bernade Charette, accountant, of Montreal, Rose-Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, all unmarried, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the butcher business; operate warehouses and slaughter-houses for the purpose thereof, under the name of "J. A. Bertrand & Fils Ltée", with a capital of \$100,000 divided into 400 common shares of \$1 each and 1000 Class "A", preferred shares, of a par value of \$5 each, 946 Class "B", preferred shares, of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(A.G. 41127-53)

J. C. Kaufmann & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1953, incorporating: John Charles Kaufman, stockbroker, Raymond Caron, advocate, Marion Norman, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agents and brokers for the purchase and sale of any and all securities, under the name of "J. C. Kaufmann & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000. divided into 350 preferred shares of \$100. each and 500 common shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 41171-53)

J. E. Therrien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1953, incorporating: Joseph-Em-

tion: Joseph-Emmanuel Therrien, industriel, Gaston Roberge, Marc Dufour, notaires, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer toutes opérations forestières, telles qu'achat de limites à bois, vente du bois de coupe; effectuer le transport du bois et le flottage, sous le nom de "J.-E. Therrien Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

manuel Therrien, industrialist, Gaston Roberge, Marc Dufour, notaries, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on all forestry operations, such as the purchase of limits, sale of pulpwood; the transportation and floating of wood under the name of "J.-E. Therrien Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 preferred shares of \$10 each and into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 42512-53)

La Délicieuse Limitée
Delicious Food Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1953, constituant en corporation: Guy Raymond, manufacturier, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Jean Provost, comptable agréé, de Montréal, Gérard Poirier, notaire, de Ville de Pont-Viau, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre et exporter toutes sortes de denrées, produits alimentaires, et tous produits de commerce d'épicerie, sous le nom de "La Délicieuse Limitée"—"Delicious Food Products Limited", avec un capital de \$150,000 divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 915, Port Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A.G. 42512-53)

La Délicieuse Limitée
Delicious Food Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1953, incorporating: Guy Raymond manufacturer, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Jean Provost, chartered accountant of Montreal, Gérard Poirier, notary, of the Town of Pont Viau, all of the judicial district of Montreal, for the following purpose:

To sell and export all kinds of food stuffs, food products, and all commercial grocery products, under the name of "La Délicieuse Limitée"—"Delicious Food Products Limited", with a capital stock of \$150,000 divided into 750 common shares of a par value of \$100 each, and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 915, Port Royal, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 41173-53)

Larry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Solomon Weber, avocat, Conseil en Loi de la Reine, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits faits en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, plastique, nylon, textiles, œuvres d'art, produits chimiques et de beauté, sous le nom de "Larry Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 41173-53)

Larry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Solomon Weber, advocate, Queen's Counsel, Rose Markis, secretary, spinster all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, plastic, nylon, textiles, works of art, chemical and beauty products, under the name of "Larry Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 41040-53)

Leader Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, Nathan Gesser, Milton Friefeld, comptables, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter des terrains, endroits et bâtiments de toutes descriptions, sous le nom de "Leader Holdings Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 41040-53)

Leader Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1953, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, Nathan Gesser, Milton Friefeld, accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, operate lands, premises and building of every description, under the name of "Leader Holdings Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 6,000 preferred shares having a par value of \$5 each and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 372 St. Catherine West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 41090-53)

**Les Fourrures Radisson Ltée
Radisson Furs Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Gilles Cossette, Pierre Dansereau, avocats, tous deux de Montréal, et Lucien Ducharme, avocat, de ville Jacques-Cartier tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la fourrure, sous le nom de "Les Fourrures Radisson Ltée"—"Radisson Furs Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1770, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A.G. 41090-53)

**Les Fourrures Radisson Ltée
Radisson Furs Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1953, incorporating: Gilles Cossette, Pierre Dansereau, advocates, both of Montreal, and Lucien Ducharme, advocate, of the town of Jacques-Cartier, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the fur business, under the name of "Les Fourrures Radisson Ltée"—"Radisson Furs Ltd.", with a capital of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1770, Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the tenth day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 41246-53)

**Lithographers' Plate-Making Company
(Lipco)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Toshiko Nakatsuka, dactylo, John DiMassino, James Topping, surintendants, de la cité de Montréal, George Whelan, avocat, de la ville de Pointe-aux-Trembles, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme fabricants de plaques lithographique, imprimeurs élitaires, imprimeurs sur plaques de métal et d'étain, photographes, fabricants de papier; négociants et vendeurs de nouveautés, accessoires de bureau et autres, sous le nom de "Lithographer's Plate-Making Company (Lipco)", avec un capital de \$75,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A.G. 41246-53)

**Lithographers' Plate-Making Company
(Lipco)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September 1953, incorporating: Toshiko Nakatsuka, typist, John DiMassino, James Topping, superintendents, of the City of Montréal, George Whelan, advocate, of the town of Pointe aux Trembles, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as lithographic plate-makers, printers, publishers, metal and tin plate printers, photographers, paper makers; dealers in and vendors of novelties, office and other supplies, under the name of "Lithographers' Plate-Making Company (Lipco)", with a capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares at \$10. each, and 6,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 41002-53)

Mendelson's Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit août 1953, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Alfred Segall, étudiant en droit, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de placement et vendre et disposer d'immeubles ou d'intérêts en eux, sous le nom de "Mendelson's Investment Corp.", avec un capital de \$100,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 41002-53)

Mendelson's Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of August, 1953, incorporating: Jack Rudner, advocate, Alfred Segall, law student, Celia Cohen, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment corporation and to sell and dispose of real estate or interest therein, under the name of "Mendelson's Investment Corp.", with a capital stock of \$100,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 42353-53)

Merman Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze septembre 1953, constituant en corporation: Phillip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Morris Shuter, gérant de bureau tous deux de la cité de Montréal, Louis Faigenbaum, avocat, de la cité de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre et négocier des terrains, bâtisses et propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de "Merman Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 42353-53)

Merman Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, both of the city of Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, of the city of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell and deal in lands, buildings, moveable and immoveable property, under the name of "Merman Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726

Deputy Attorney General

(P.G. 42304-53)

Metal Baling Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Jean-Paul Lamy, inspecteur, Estelle Lampron Lamy, épouse dudit Jean-Paul Lamy, dûment autorisée aux fins des présentes, Euclide Therrien, surintendant, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce des rebuts d'acier, de fonte, de fer et autres matériaux de même espèce, sous le nom de "Metal Baling Co. Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 action de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Louis de France, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 42304-53)

Metal Baling Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Jean-Paul Lamy, inspector, Estelle Lampron Lamy, wife of the said Jean-Paul Lamy, duly authorized for the purposes of these presents, Euclide Therrien, Superintendent, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in metal wastes of steel, castiron, iron and other metals of the same sort; under the name of "Metal Baling Co. Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Saint-Louis de France, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726

Deputy Attorney General.

(P.G. 42330-53)

Metropole Amusement Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1953, constituant en corporation: Roméo Maher, opérateur, Jean Hétu, avocat, tous deux de Montréal, et Wilfrid Fournier, marchand, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des tabacs, bonbons, papiers, accessoires de fumeur, menus articles et toute marchandise pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurant, sous le nom de "Metropole Amusement Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$50. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 42330-53)

Metropole Amusement Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1953, incorporating: Roméo Maher, operator, Jean Hétu, advocate, both of Montreal, and Wilfrid Fournier, merchant of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in tobaccos, candy, papers, smokers' supplies, smallwares and in any merchandise generally dealt with in the restaurant business, under the name of "Metropole Amusement Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 preferred shares of a par value of \$100 each and into 200 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(P.G. 41007-53)

Mme Paul-E. Paquet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1953, constituant en corporation: Dame Emilienne Lavoie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul-Émile Paquet, Paul-Émile Paquet, industriel, Janine Paquet, journaliste, fille majeure, tous de la ville de Ste-Foy, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente, de la confection et de la réparation de chapeaux pour dames, sous le nom de "Mme Paul-E. Paquet Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 43, rue Saint-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 41007-53)

Mme Paul-E. Paquet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of September 1953, incorporating: Dame Emilienne Lavoie, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Paul-Émile Paquet, Paul-Émile Paquet, industrialist, Janine Paquet, journalist, spinster, all of the town of Ste-Foy, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling, working and repairing ladies' hats, under the name of "Mme Paul-E. Paquet Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 43, St. John Street, Quebec judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of September 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(P.G. 42321-53)

Morin & Plante Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze septembre 1953, constituant en corporation: Jean-H. Deslauriers, Ignace-J. Deslauriers, avocats, Yolande Galarneau, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plombier, de couvreur, de ferblantier, d'électricien, de constructeur, et le métier de poseurs d'appareils de chauffage, sous le nom de "Morin & Plante Cie Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 42321-53)

Morin & Plante Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1953, incorporating: Jean H. Deslauriers, Ignace J. Deslauriers, advocates, Yolande Galarneau, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a plumber, roofer, electrician, builder, and to carry on the trade of pipe-fitter for heating apparatus, under the name of "Morin & Plante Cie Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(P.G. 41180-53)

Paquette Builders Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze jour de septembre 1953, constituant en corporation: Harry Weir Davis, avocat, Conseil en Loi de la Reine, Frank Wright, gérant de bureau, Olive Smith, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Paquette Builders Service Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 action d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinze jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 41180-53)

Paquette Builders Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1953, incorporating: Henry Weir Davis, advocate, Queen's Counsel, Frank Wright, office manager, Olive Smith, secretary, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "Paquette Builders Service Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of September 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 42356-53)

Paris Foundries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Hyman Carl Goldenberg, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Esther Monson, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre ou autrement négocier des marchandises, objets composés en tout ou en partie de métaux, plastiques, substances chimiques et produits de la forêt, sous le nom de "Paris Foundries Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS,

(A.G. 42356-53)

Paris Foundries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1953, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Hyman Carl Goldenberg, advocate and Queen's Council, Esther Monson, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell or otherwise deal in or with goods, wares composed, in whole or in part, of metals, plastics, chemical, and forest products, under the name of "Paris Foundries Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of the par value of \$100, each, and 750 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 41214-53)

Progressive Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze septembre 1953, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, Louis M. Benjamin, avocats, Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Louer ou autrement négocier des immeubles et des propriétés immobilières, sous le nom de "Progressive Holdings Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726

L. DÉSILETS.

(A.G. 41214-53)

Progressive Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1953, incorporating: Irwin A. Frankel, Louis-M. Benjamin, advocates, Sadie Gersovitz, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, under the name of "Progressive Holdings Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 41223-53)

Quebec Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Louis-Philippe Larivière, avocat, Jeannette Dumont, secrétaire, Harold LeBrock, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Quebec Construction Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à 10, rue Lagacé, Strathmore, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 41223-53)

Quebec Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Louis-Philippe Larivière, advocate, Jeannette Dumont, secretary, Harold LeBrock, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Quebec Construction Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares of no par or nominal value and the amount with which the company will start its operations is \$5,000.

The head office of the company will be at 10, Lagacé Street, Strathmore, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35726

Deputy Attorney General.

(P.G. 41018-53)

**Soulanges Paving Limited
Soulanges Paving Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1953, constituant en corporation: Médard Brouillard, contracteur général, Dame Laura Leblanc Brouillard, épouse contractuellement séparée de biens dudit Médard Brouillard, Édouard Brouillard, vendeur, tous de Dorion, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux dans tous les genres de construction, et spécialement dans la construction de chemins, pavages, sous le nom de "Soulanges Paving Limited"—"Soulanges Paving Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35726-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 41018-53)

**Soulanges Paving Limited
Soulanges Paving Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of August, 1953, incorporating: Médard Brouillard, general contractor, Dame Laura Leblanc Brouillard, wife, separate as to property by marriage contract of the said Médard Brouillard, Édouard Brouillard, salesman, all of Dorion, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors in all sorts of construction work, and especially in road building, paving, under the name of "Soulanges Paving Limited"—"Soulanges Paving Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35726

Deputy Attorney General.

(P.G. 41250-53)

S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Samuel S. Cayne, Nathan A. Cayne, agents d'assurances, Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers transigeant toutes sortes de problèmes d'assurances, sous le nom de "S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.", avec un capital de \$80,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 1,200 actions privilégiées de \$50 chacune.

(A.G. 41250-53)

S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Samuel S. Cayne, Nathan A. Cayne, Insurance agents, Benjamin L. Louis Edward S. Berger, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance agents and brokers, dealing in all kinds of insurance, under the name of "S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.", with a capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$50. each and 1,200 preferred shares of \$50. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42477-53)

Standard Printing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Gustave Tremblay, Paul Gutkin, imprimeurs, Robert Guimond, Jos-Arthur Brassard, gérants, Lucien Cliche, avocat, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou le négoce d'imprimeurs généraux, publicistes, éditeurs de journaux, lithographes; manufacturer et faire le commerce de boîtes en papier, papeterie, étiquettes et écrireaux, sous le nom de "Standard Printing Co. Ltd.", avec un capital de \$80,000 divisé en 800 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 42477-53)

Standard Printing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of September, 1953, incorporating: Gustave Tremblay, Paul Gutkin, printers, Robert Guimond, Jos-Arthur Brassard, managers, Lucien Cliche, lawyer, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, newspaper publishers, lithographers; and to manufacture and deal in paper boxes, stationery, tags and labels, under the name of "Standard Printing Co. Ltd.", with a capital stock of \$80,000 divided into 800 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 14442-53)

Sun Metals Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Jean Provost, avocat, Cécile Piché, Pierrette Forest, Pierrette Faubert, Lydia Nassa, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Sun Metals Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé, ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 14442-53)

Sun Metals Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1953, incorporating: Jean Provost, lawyer, Cécile Piché, Pierrette Forest, Pierrette Faubert, Lydia Nassa, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and deal with the same, under the name of "Sun Metals Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42479-53)

Telebright Securities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-

(A.G. 42479-53).

Telebright Securities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-

Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Gisèle Behocaray, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, Myrto Brasseur, secrétaire de St-Eustache, district judiciaire, de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, souscripteurs éventuels à forfait, courtiers de placements et actionnaires dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Telebright Securities Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 42667-53)

The Harpell Foundation Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Legault, administrateur, Simone Baril, trésorière, fille majeure, Georgette Prud'homme, secrétaire, fille majeure, tous de Ste-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Recevoir un fonds à des fins éducatives, de bienfaisance, religieuses ou charitables dans les limites des localités de Notre Dame d'Ile Perrot et Ste-Anne de Bellevue, province de Québec, sous le nom de "The Harpell Foundation, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à Notre Dame de L'Ile Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 42322-53)

Tony Dry Cleaners Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1953, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, Jacques Fleury, avocats, Janine Després, secrétaire, fille majeure, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à nettoyer, teindre, blanchir, laver, presser et réparer toutes sortes de vêtements et effets, sous le nom de "Tony Dry Cleaners Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of September, 1953, incorporating: Raymond Lebœuf, lawyer, Gisèle Behocaray, secretary, of the city and judicial district of Montreal, Myrto Brasseur, secretary, of St. Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and shareholders in all its branches, under the name of "Telebright Securities Inc.", with a capital stock of \$10,000. divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(A.G. 42667-53)

The Harpell Foundation Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of September, 1953, incorporating as a corporation without share capital: Laurent Legault, executive, Simone Baril, treasurer, spinster, Georgette Prud'homme, secretary, spinster, all of Ste-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To receive a fund for educational, welfare, religious or charitable purposes within the communities of Notre-Dame d'Ile Perrot and Ste. Anne de Bellevue in the Province of Quebec, under the name of "The Harpell Foundation, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, si \$250,000.

The head office of the Corporation will be at Notre Dame de L'Ile Perrot, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42322-53)

Tony Dry Cleaners Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, Jacques Fleury, lawyers, Janine Després, secretary spinster, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business which consists in cleaning, dyeing, bleaching, washing, pressing and repairing all kinds of clothing, and effects, under the name of "Tony Dry Cleaners Company Limited", with a capital stock of \$40,000. divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Val d'Or, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 41009-53)

Transport Central Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept août 1953, constituant, en corporation: Georges Baril, commerçant de Québec, J.-B. Gendreau, camionner, de Courville, Adolphe Dubé, camionneur, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un service de transport général par camions et remorques, sous le nom de "Transport Central Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A.G. 41009-53)

Transport Central Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of August, 1953, incorporating: Georges Baril, dealer of Quebec, J. B. Gendreau, carrier, of Courville, Adolphe Dubé, carrier, of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a general transportation service by trucks and trailers, under the name of "Transport Central Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 42332-53)

Union Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, Jacques-P. Dansereau, avocat, Anna Mikula, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et détenir des actions, titres, débetures, bons, valeurs, et détenir, louer des propriétés mobilières et immobilières à des fins de placements, sous le nom de "Union Securities Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 42332-53)

Union Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1953, incorporating: Marcel Lajeunesse, Jacques-P. Dansereau, advocates, Anna Mikula, secretary, of the age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and hold shares, stocks, debentures, bonds, securities, and to hold, lease moveable and immoveable property for the purpose of investment, under the name of "Union Securities Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 42378-53)

Accessories Manufacturers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de septembre 1953, à la compagnie "Accessories Manufacturers, Limited", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées, série A, de \$5 chacune, et pourvoyant à ce que le montant avec lequel la compagnie exercera ses affaires soit de \$40,000.

Daté du bureau du Procureur général, ce 15e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 42378-53)

Accessories Manufacturers, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Accessories Manufacturers, Limited", increasing its capital: the additional capital stock being divided into 4,000 Classe "A" preferred shares of \$5 each, and providing that the amount with which the company will carry on business shall be \$40,000.

Dated at the office of the Attorney General the 15th day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 40995-53)

Alexander Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de septembre 1953, à la compagnie "Alexander Building Corporation", réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 410 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et pourvoyant à ce que le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce soit de \$117,950.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 40995-53)

Alexander Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Alexander Building Corporation", reducing its capital: the capital stock annulled being divided into 410 common shares without nominal or par value, and providing that the amount with which the company will carry on business will be \$117,950.

Dated at the office of the Attorney General the 4th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 9840-53)

Axal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de septembre 1953, à la compagnie "Axal Corp.", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et fixant à la somme de \$10,500, le montant avec lequel la compagnie continuera ses activités.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 9840-53)

Axal Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Axal Corp.", increasing its capital: the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each, and fixing at the sum of \$10,500 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42345-53)

**Corporation de Placement Adanac
Adanac Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix septembre 1953, à la compagnie "Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation", portant son capital de \$110,000 à \$630,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$20 chacune et en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726-o L. DÉSILETS.

(A.G. 42345-53)

**Corporation de Placement Adanac
Adanac Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1953, to the company "Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation", carrying its capital from \$110,000 to \$630,000: the additional capital stock being divided into 25,000 preferred shares of \$20 each and into 20,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726 Deputy Attorney General.

(P.G. 41089-53)

Dorval Automobile Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes en date du 17e jour de septembre 1953, à la compagnie "Dorval Automobile Transport Ltd.", changeant certaines dispositions des lettres patentes d'incorporation de la compagnie par résolution passée le 28 avril 1953.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 41089-53)

Dorval Automobile Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Dorval Automobile Transport Ltd.", modifying certain provisions of the letters patent of incorporation of the company as per resolution passed on April 28, 1953.

Dated at the office of the Attorney General, the 17th, day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42545-53)

Highway Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de septembre 1953, changeant le nom de la compagnie "Bingaman Motor Express Co. Ltd." constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11 février 1952, en celui de "Highway Transport Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 42545-53)

Highway Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters bearing date the 17th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Bingaman Motor Express Co. Ltd.", incorporated under the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 11, 1952, to that of "Highway Transport Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 17th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 15920-53)

LaSalle Clothes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de septembre 1953, à la compagnie "LaSalle Clothes Ltd." 1° augmentant le taux du dividende des actions privilégiées du capital-actions de cette compagnie de 5% à 6%; 2° augmentant ledit capital-actions de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 15920-53)

LaSalle Clothes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "LaSalle Clothes Ltd.", 1. increasing the rate of dividend on the preferred shares of the capital stock of this company from 5% to 6%; 2. increasing the said capital stock from \$40,000 to \$100,000; the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 15th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42472-53)

Macdonald Tobacco Company Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de septembre 1953, à la compagnie "Macdonald Tobacco Company Incorporated", 1° diminuant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 225 actions ordinaires non-émises de \$100 chacune; 2° augmentant ledit capital: le capital-actions additionnel divisé en 430 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 12e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(A.G. 42472-53)

Macdonald Tobacco Company Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "MacDonald Tobacco Company Incorporated", 1. reducing its capital: the capital stock annulled being divided into 225 unissued common shares of \$100 each; 2. increasing the said capital: the additional capital stock being divided into 430 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General this 12th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42299-53)

Montreal Industrial Land Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de septembre 1953, à la compagnie "Montreal Industrial Land Company Limited", diminuant

(A.G. 42299-53)

Montreal Industrial Land Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Montreal Industrial Land Company Limited", reducing its capital

son capital de \$454, 328, à \$227,164 en réduisant la valeur au pair de ses 32,452 actions de \$14 à \$7. par action.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
24726 L. DÉSILETS.

(P.G. 19669-53)

New Insko Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de septembre 1953, à la compagnie "Insko Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 14 décembre 1938: 1° diminuant son capital de \$3,000,000 à \$1,872,500; le capital-actions annulé étant divisé en 1,127,500 actions de \$1 chacune; 2° augmentant ledit capital à \$3,000,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 1,127,500 actions de \$1 chacune; 3° changeant le nom de la compagnie en celui de "New Insko Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, ce 4e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 42344-53)

Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de septembre 1953, à la compagnie "Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), augmentant son capital de \$5,000,000 à \$6,000,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

(P.G. 19125-53)

Quebec Hockey League Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de septembre 1953, changeant le nom de "Circuit Senior de Hockey de Québec — The Quebec Senior Hockey League", une corporation constituée en vertu des dispositions de la 3e partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 octobre 1937, en celui de "Quebec Hockey League Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35726 L. DÉSILETS.

from \$454,328, to \$227, 164 by reducing the par value of its 32,452 shares from \$14 per share to \$7. per share.

Dated at the office of the Attorney General the 10th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19669-53)

New Insko Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of September, 1953, were issued the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the latter Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Insko Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated December 14, 1938: 1. reducing its capital from \$3,000,000 to \$1,872,500: the capital stock annulled being divided into 1,127,500 shares of \$1 each; 2. increasing such capital to \$3,000,000: the additional capital stock being divided into 1,127,500 shares of \$1 each; 3. changing the name of the company to that of "New Insko Mines Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42344-53)

Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from \$5,000,000 to \$6,000,000: the additional capital stock being divided into 1,000,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 10th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

(A.G. 19125-53)

Quebec Hockey League Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Circuit Senior de Hockey de Québec — The Quebec Senior Hockey League", a corporation incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 7, 1937, to that of "Quebec Hockey League Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35726-o Deputy Attorney General.

301528	Village Hochelaga	148	2318	Wurtele	Consuelo St-Aubin <i>et al.</i>	427.78
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
301932	Village Hochelaga	171	37,23	2468-82 de Rouen.	Claire Sauvé, épouse de-wife of André Barré.	717.22
302021	Village Hochelaga	148	p2472	Hochelaga	Consuelo St-Aubin <i>et al.</i>	782.32
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
312491	Village Hochelaga	29	p1112	Hochelaga	Succ.-Est. P. G. Edmond Grellet des Prades de Fleurette.	1,473.55
313079	Village Hochelaga	148	p3157 3157-2.	Sherbrooke E.	Boisjoly & Boisjoly Ltée	362.21
350520	Par. Longue Pointe	3 1 2.	2 3 1.	4980 N.-Dame E.	Joseph-Moïse Loïselle	604.02

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.

354128	Par. Longue Pointe	29	1010	Duquesne	Ernest Langlois	10.37
360643	Par. Longue Pointe	325	353	Lyall	Beatrice Mary Ancrum, épouse de — wife of James L. Dugan <i>et al.</i>	3.86
360644	Par. Longue Pointe	325	354	Lyall	Beatrice Mary Ancrum, épouse de — wife of James L. Dugan <i>et al.</i>	3.86
362853	Par. Longue Pointe	390	299, p300	Lepailleur	Alexandre Letourneau	20.08
372596	Par. Longue Pointe	403	104, 105	2188-92 Boul. Bernard.	Frank Butorajac	320.51
374827	Par. Longue Pointe	407	496	de Contrecoeur	Adelard Forget	35.56
374828	Par. Longue Pointe	407	497	de Contrecoeur	Adelard Forget	35.55
375896	Par. Longue Pointe	407	465	Ste-Claire	Georges Rodolphe Lussier	10.00
376746	Par. Longue Pointe	407	1384	Louis Frechette	James A. McSloy	2.22
402288	Par. Montréal	4671	630	Angers	Griffiths Griffiths	20.94
410695	Par. Montréal	4679	126	D'Arcy McGee	William Smith	9.18
413987	Par. Montréal	p3767		6374 Hamilton	Fernand Daoust <i>et al.</i>	148.26
420686	Par. Montréal	1913 1705	92 304	90-94 Parc Sir Georges Étienne Cartier.	Georges Clément	533.74
420699	Par. Montréal	1705	272	234-38 Parc Sir Georges Étienne Cartier.	Rosaire Ducharme	407.28
420721	Par. Montréal	1707	66	669-71 Delinelle	Roland Ruel	94.60
421289	Par. Montréal	1698	p91, p92, p93.	Clovis	Succ.-Est. G. W. Stephens Sr <i>et al.</i>	65.02
421816	Par. Montréal	1810 1809		4270-84 Notre-Dame O.-W.	Elzebert Dionne	3,859.20

Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.

432005	Par. de Montréal	68	p153, p152 p151.	MacDonald Ave	Victoria Construction Co. Limited.	7.69
432014	Par. de Montréal	68	p141, p140, p139, p138.	MacDonald Ave	Victoria Construction Co. Limited.	30.03
432019	Par. de Montréal	68	p137, p136, p135, p134, p133.	MacDonald Ave	Victoria Construction Co. Limited.	37.75
452780	Par. Montréal	142	243	Patricia Ave	Charlotte alias Lottie Magaveny	108.05
500858	Village St-Jean-Baptiste	15	559	4119-21 Drolet	Ferdinand Boucher	201.75
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
500859	Village St-Jean-Baptiste	15	558	4115-17 Drolet	Ferdinand Boucher	197.27
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.						
530781	Village Côte St-Louis	325	74	4542-44 St-André	Albert Deslauriers	260.73
531674	Village Côte St-Louis	330	56	4597-4601 Chambord.	Joseph Plouffe	361.79
543007	Village Côte Visitation	12 162	603 16	2245 Boul. St-Joseph E.	Joseph L. Charbonneau	2,456.17

560798	Village Côte St-Louis..	11....	p809.....	5641-45 Ave Esplanade.	Matelas Montreal Inc.....	590.56
580079	Par. St-Laurent.....	633...	279.....	7817 Ave McEachran.	Edward Ewart Taylor.....	169.96
580800	Par. St-Laurent.....	634...	35.....	Ave Stuart.....	Stephen O'Hara.....	34.52
580801	Par. St-Laurent.....	634...	36.....	Ave Stuart.....	Stephen O'Hara.....	34.52
585914	Village Côte St-Louis..	11....	p1672 p1671.....	210 Jean-Talon O.-W. 7172-74 Alexandra	Modern Wood Products Ltd...	755.63
652913	Village Côte Visitation.	207...	675.....	6240-42, 2e Ave..	Stanley Kisiel.....	294.66
662622	Village Côte Visitation.	192...	358.....	25e Avenue.....	Paul-Emile Lalonde.....	44.75
663126	Village Côte Visitation	192...	952.....	27 ème Avenue ..	Paul-Émile Lalonde ..	10.68
673303	Village Côte Visitation.	172...	138.....	6e Avenue.....	Eugène Miron.....	42.69
673811	Village Côte Visitation.	181...	210.....	18e Avenue.....	Fanny Catherine Driver, vve de wid of John E. Webster.	18.34
681327	Par. Sault au Récollet	490...	594.....	1061 Valcartier ..	Léopold Bernier.....	116.59
682262	Par. St-Laurent.....	2630..	591.....	Ave de Château- briand.	Madeleine Trudeau, épouse de wife of André de Passillé et al.	2,162.48
683198	Par. St-Laurent.....	2629..	182.....	7461-67 St-Gérard	Roger Goulet.....	385.48
683199	Par. St-Laurent.....	2629..	181.....	7469-71 St-Gérard	Roger Goulet.....	166.06
685228	Village Côte St-Louis..	8.....	571-1....	511-515 Bélanger Est.	Nicholas Frascarelli.....	1,364.00
694769	Par. Sault au Récollet	228...	431, 432..	9925 Ave Peloquin	Henri Dubé.....	310.25
695704	Par. Sault au Récollet	213...	p183.....	Sauriol.....	Paul Lamoureux.....	39.53
696768	Par. St-Laurent.....	287...	p190.....	Legendre.....	Albert Richer.....	19.38
696834	Par. Sault au Récollet	332...	39.....	Ave St-Charles..	Roland Bourgault.....	11.48
696835	Par. Sault au Récollet	332...	38.....	Ave St-Charles..	Roland Bourgault.....	11.48
697000	Par. Sault au Récollet	213...	120.....	Guillaume Chambon.	Modernaire Construction Co. Ltd.	8.08
697001	Par. Sault au Récollet	213...	144.....	Sauvé.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	3.37
697035	Par. Sault au Récollet	213...	132.....	Evyonne.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	14.70
697047	Par. Sault au Récollet	213...	180.....	Maisie.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	14.66
697059	Par. Sault au Récollet	213...	168.....	Maisie.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	15.51
710241	Par. St-Laurent.....	350...	818.....	de Port Royal ...	Isaac Garshzon.....	5.65
710242	Par. St-Laurent.....	350...	817.....	de Port Royal....	Isaac Garshzon.....	5.65
710957	Par. St-Laurent.....	350...	733.....	Stuart Ave.....	James W. Roch et al.....	6.66
714637	Par. St-Laurent.....	343A 343...	35 82.	St-Urbain.....	William Elzear Marleau.....	4.58
714638	Par. St-Laurent.....	343A 343...	34 81.	St-Urbain.....	William Elzear Marleau.....	4.58
720537	Par. Sault au Récollet	134...	674.....	Rancourt.....	Isaie Bissonnette.....	61.58
720538	Par. Sault au Récollet	134...	673.....	Rancourt.....	Isaie Bissonnette.....	61.58
721081	Par. Sault au Récollet	163...	4-5-1....	Parthenais.....	Léandre Demers.....	107.80
721083	Par. Sault au Récollet	163...	4-5-3....	Parthenais.....	Léandre Demers.....	71.03
724373	Par. Sault au Récollet	228...	19, p18..	10950 Ave Peloquin. Bât. — Bldg Stanley Park Ave.	Jean Tremblay.....	719.86
730827	Par. Sault au Récollet	262...	577.....	Clark.....	Ovila Poudrier.....	32.87
735258	Par. Sault au Récollet	217...	199.....	Prieur E.....	Joseph Burke.....	65.80
736023	Par. Sault au Récollet	134...	859.....	Sauriol E.....	J. Arsène Edouard Lalonde et al	163.42
736161	Par. Sault au Récollet	213...	p183.....	Fleury E.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	74.95

736266	Par. Sault au Récollet..	213...	67.....	Charles Faulkner.	Modernaire Construction Co. Ltd.	77.84
736291	Par. Sault au Récollet..	213...	44.....	Linden.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	77.83
736292	Par. Sault au Récollet..	213...	32.....	Linden.....	Modernaire Construction Co. Ltd.	22.49
741018	Par. Sault au Récollet..	291...	99.....	Letellier.....	Fernande Bissonnette, épouse de — wife of Dr Lasalle Laberge.	14.34
741034	Par. Sault au Récollet..	291...	116.....	Letellier.....	Arthur Nadeau et al.....	11.12
741093	Par. Sault au Récollet..	291...	278.....	Letellier.....	Marie-Jeanne Curot, vve de — wid of Frank Bullis et al.	4.02
741094	Par. Sault au Récollet..	291...	279.....	Letellier.....	Marie-Jeanne Curot, vve de — wid of Frank Bullis et al.	4.02
741096	Par. Sault au Récollet..	291...	281.....	Letellier.....	Marie-Jeanne Curot, vve de — wid of Frank Bullis et al.	5.16
741121	Par. Sault au Récollet..	291...	213.....	Letellier.....	J. Alexandre Duranceau jr.....	4.44
741122	Par. Sault au Récollet..	291...	212.....	Letellier.....	J.-Alexandre Duranceau jr.....	4.44
741190	Par. Sault au Récollet..	291...	145.....	Letellier.....	J.-Alexandre Duranceau jr.....	15.20
741191	Par. Sault au Récollet..	291...	144.....	Letellier.....	J.-Alexandre Duranceau jr.....	15.20
741194	Par. Sault au Récollet..	291...	141.....	Letellier.....	J.-Alexandre Duranceau jr.....	15.20
741530	Par. Sault au Récollet..	301...	p80.....	11245 Ave du Bois de Boulogne	Omer d'Aragon et al.....	310.86
741548	Par. Sault au Récollet..	301...	99.....	Ave du Bois de Boulogne.	Marie-Jeanne Curot, vve de — wid of Frank Bullis et al.	12.62
742154	Par. St-Laurent.....	19....	595.....	Filion.....	Herbert Maule.....	8.97
742155	Par. St-Laurent.....	19....	594.....	Filion.....	Herbert Maule.....	11.31
744193	Par. St-Laurent.....	25....	33.....	Lavigne.....	Montreal Park Co.....	12.47
		26....	1209A			
Ligne homologuée avec toute les servitudes actives Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.						
747079	Par. Sault au Récollet..	323...	p300,p301.	1960 De Louisbourg.	Lucien Monette.....	598.01

Conformément au premier alinéa de l'article 401 de la Charte de la Cité de Montréal, tel qu'amendé par la loi 1 Georges VI, chap. 103, sec. 62, un dépôt de 10% du montant de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 15 octobre 1953.
35770

In accordance with the 1st paragraph of Art. 401 of the Charter of the City of Montreal, as amended by the Act I George VI, chap. 103, section 62, a deposit of 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 15th, 1953.
35770

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1953 et présentés avant le 9 décembre 1953, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant 28 novembre 1953 et reçues avant le 3 décembre 1953, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 décembre 1953.

Québec, le 3 septembre 1953.

35513-37-10-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 28, 1953, and introduced before December 9, 1953, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 28, 1953, and received before December 3rd, 1953, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 23rd, 1953.

Quebec, September 3rd, 1953.

35513-37-10 ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la Cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le DOUZE NOVEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que les frais encourus.

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on THURSDAY, NOVEMBER TWELFTH, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes and costs incurred.

Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)

N° Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Frais — Costs	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
1365...	Gagné, Benjamin	255-168-169	\$387.36	\$1.45	\$82.95	\$1.45	\$473.21
582...	Hopson, Succ. Albert	255-64-65-A	330.43	1.45			331.88
1193...	Petit, Napoléon	254-22	383.17	0.85			384.02
1194...	Petit, Napoléon	254-23	280.49	0.85			281.34

Quartier Wrightville — Ward (No. 1-A)

2750...	Marois & Châteauevert (Josaphat Pharand)	254-426-B	465.52	1.10			466.62
2898...	Larabie, Succ.-Est. Sam (Cité de Hull)	247-36	160.65	1.10	26.08	2.00	189.73
3005-06	Quenneville, Alex.	247-390-391	315.51	1.45			316.96
3577...	Normand Roland	246-194-195	184.81	1.45	34.24	1.70	222.20
3622...	Marengère, Désiré	246-238-239	324.94	1.45			326.39
4535...	Lamothe, Laurie (Caron, Joseph)	244-580	633.78	0.85			634.63
4720...	Clément, Lucien (Cité de Hull)	141-142-141-255-22	408.09	1.10	117.75	1.60	528.54
4755-1	Bordeleau, Mme-Mrs Georges (Mme-Mrs. Jack Morris)	141-184 à 190	1,227.27	5.30			1,232.57
4957...	Girouard, Thomas (Jules Marois)	251-12	162.92	1.10	18.66	1.60	184.28
4976...	Michaud, Henri	250-43	481.73	0.85	89.98	1.10	573.66
4987...	Fortin, René (Cité de Hull)	250-N.O. 59	760.03	1.10	148.28	1.35	910.76
4999...	Regimbald, Isale (Chéri Laplante)	257-28-258-2	98.85	1.70			100.55
5013...	Pelletier, Mme-Mrs. Octave (H. Blackburn & Cie Ltée)	256-57	369.42	1.10			370.52
5060...	Rocheleau, J.-A. (J.-Aldéric Milard)	257-8B-9B	971.66	1.70			973.36
5070...	Girouard, Thomas (Jules Marois)	251-1	473.15	1.10	188.83	0.60	663.68
5169...	Leblanc, Mme-Mrs. Wilfrid (Mme-Mrs. Robert Lafleur)	249-N. 1 S.O. 2	742.60	1.70			744.30
5311...	Gravelle, Théophile	247-594	1,176.53	0.85	366.86	1.75	1,545.99
5365...	Larabie, Mme-Mrs. Solomon (Mme-Mrs. Christopher C. Hall)	244-N-429-N.430-N.431	539.17	2.30	130.47	2.80	674.74
5368...	Gauvreau, Gérard (Horace Talbot — Théodore Lambert)	245-89-90-N.91	439.18	1.95			441.13
5430...	Roussel, Vve-Wid. Aldège	247-84	207.92	0.85	53.42	1.10	263.29
5487...	Meyers, Mme-Mrs. Jack (Succ.-Est. Henri DesRosiers)	247-450	179.11	1.10			216.88
5535...	Dupont, Clément	11-86-S-122-3, 247-630, 254-346, 247-798	515.45	3.85			519.30
5532-33	Lapointe, Lauréat (C. W. Ross et Succ.-Est. Thos R. Lett)	247-431-432	48.82	1.95			50.77

Quartier Montcalm — Ward (No. 2)

8056...	Benoit, Emile (Succ.-Est. Geo. D. Graham)	P. 97, P. 98	304.00	1.70	64.92	1.05	372.57
8159...	Walters, M. P.	P. 91	318.37	0.85			319.22
8217...	Beauchamp, Léop. (Lawrence H. Jackson)	P. 189, P. 193	267.62	1.70			269.32
8402...	Belley, Lucien-Arthur	0.107	132.43	0.85			133.28
8550...	Gravelle, René	96-O. 46	264.70	0.85	63.99	1.10	330.64
8569...	Desjardins, Mme-Mrs. Trefflé	96-E. 81	186.06	0.85	36.21	1.10	224.22
8569-1	Desjardins, Trefflé	96-O. 81	177.64	0.85	19.29	1.10	198.88
8571...	Desjardins, Trefflé	96-79	350.51	0.85	41.95	0.60	393.91
8597...	Desjardins, Mme-Mrs. Trefflé (Crédit Foncier Franco Canadien)	P. 93	1,862.00	1.10	804.37	1.45	2,668.92

Quartier Lafontaine — Ward (No. 3)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
9508....	Boucher & Frères (Boucher Frères Ltée).	678.....	486.90	1.10	.....	.....	488.00

Quartier Frontenac — Ward (No. 3-A)

10000...	Fréchette, Edgar (Caisse Pop. N.-D.).	P. 294-295-296...	259.48	2.30	.....	.....	261.78
10014...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	P. 150, P. 151...	22.76	1.45	.....	.....	24.21
10050...	Leblanc, Oscar (Cité de Hull).....	10-S. 7.....	221.37	1.10	68.14	1.35	291.96
10104...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	S. 145.....	41.87	0.85	.....	.....	42.72
10142...	Harper, Fernand (Alfred J. Booth — Caisse Pop. N.-D.).	S. 107, N. 213...	363.83	1.95	.....	.....	365.78
10406...	Philion, Domina (Cité de Hull).....	11-20.....	123.48	1.10	36.56	1.35	162.49
10487...	Gaudry, Rosario.....	12-43.....	100.12	0.85	.....	.....	100.97
10539...	Guindon, Albert (Alfred Gollain).....	12-30.....	177.15	1.10	39.29	1.10	218.64
10584...	Rollin, Arsène (Lucille DesRosiers).....	135-N. 55.....	340.16	1.10	.....	.....	341.26
10687...	Bélanger, Vve-Wid. Napoléon (Zéphir Lafèche).	135-S. 110.....	145.62	1.10	.....	.....	146.72
10717...	Daly, Walter (Lucille DesRosiers).....	14-20.....	153.39	1.10	.....	.....	154.49
10718...	Daly, David (Rodolphe Charbonneau).....	14-23.....	310.00	1.10	.....	.....	311.10
10821...	Roland, Rita et Albert.....	E. 691, C. 315.....	164.91	1.70	.....	.....	166.61
10861...	Brisebois, Mme-Mrs. Aldège (George C. Wright et al.).	O. 188, P. 182.....	103.87	1.70	.....	.....	105.57
10862...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	E. 188.....	24.00	0.85	.....	.....	24.85
10865...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	E. 191, O. 192.....	25.25	1.45	.....	.....	26.70
10867...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	E. 192.....	28.12	0.85	.....	.....	28.97
10871...	Théorêt, Henri (Caisse Pop. N.-D.).	E. 194, E. 216.....	701.40	0.75	.....	.....	702.15
10872...	Théorêt, Henri (Ernest Théorêt).....	O. 194, O. 216.....	255.27	1.95	.....	.....	257.22
10888...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	O. 171.....	15.87	0.85	.....	.....	16.72
10896...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	E. 165.....	15.87	0.85	.....	.....	16.72
10941...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	136-O. 87.....	15.25	0.85	.....	.....	16.10
10957...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	S.O. 128.....	14.63	0.85	.....	.....	15.48
10960...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	S.E. 124.....	15.87	0.85	.....	.....	16.72
10958...	Alarie, Edouard (Rolande Légaré).....	S.E. 127.....	43.30	1.10	.....	.....	244.40
10963...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	S.O. 123, S.E. 122	14.00	1.45	.....	.....	15.45
10967...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	N.C. 122.....	31.25	1.45	.....	.....	32.70
10968...	Wright, Succ.-Est. C. B.....	N.E. 122, N.O. 123	30.00	1.45	.....	.....	31.45
10234...	Fournier, Emery.....	S. 109.....	93.95	0.85	.....	.....	94.80
10214...	Pagé, Paul (Lucille DesRosiers-Scott Succ.-Est.) (Propriété sous la Loi de Consolidation).	254.....	72.11	1.35	.....	.....	73.46

Quartier Dollard — Ward (No. 4)

12677...	Rocheleau, Calixte (Henri Pilon).....	E. 364, N.E. 371.	421.11	1.70	.....	.....	422.81
12832...	Arbique, Emile.....	S.O. 321.....	457.00	0.85	161.31	1.75	620.91
12917...	Landry, Roger.....	S.E. 15.....	178.33	0.85	48.36	1.10	228.64

Quartier Laurier — Ward (No. 5)

13634...	St-Arnaud, Léo (Rolland Roy — J.-Thériault — Caisse Pop. N.-D.).	217-F. 21.....	196.92	1.60	51.16	2.10	251.78
13700...	Vaillant, Gaston (Émile Laurin).....	N. 498.....	101.97	1.10	.....	.....	103.07
13756...	McKinnon, Alexandre (Petit, Nap.).....	C.E. 385.....	202.79	0.85	53.39	2.00	259.03
13805...	Lalonde, René (Suzanne Lessard).....	N. 467.....	153.12	1.10	.....	.....	154.22
13824...	Peterson, Vve-Wid. Pierre (Dominicain ou Frères Prêcheurs).	384.....	413.13	1.10	98.59	1.35	514.17
13946...	Petit, Napoléon.....	1/2 N. 189.....	657.37	0.85	213.19	1.75	873.16
14010...	Dallaire, Vve-Wid. Justinien.....	P. N. 373.....	272.65	0.85	89.77	1.35	364.62
14043...	Guindon, Aurèle.....	N. 209.....	285.84	0.85	.....	.....	286.69
14051...	Petit, Napoléon.....	N. 190.....	953.88	0.85	287.47	1.25	1,243.45
14475...	Laurin, Albert (Trefflé Cousineau).....	O. 480.....	167.33	1.10	52.12	1.60	222.15
14518...	Desforges, Eleidor (Joseph Caron — Pierre DesRosiers) (Joseph Parent et Caisse Pop. Notre-Dame).	O. 410.....	302.33	1.10	94.58	1.85	399.86
14677...	Dupuis, Mme-Mrs. H.-P.....	121.....	34.38	0.85	.....	.....	35.23
14680...	Groulx, Vve-Wid. Joseph (Servantes Jésus et Marie).	120-S. 5.....	267.96	1.10	.....	.....	269.06
14689...	Groulx, Vve-Wid. Joseph (Servantes Jésus et Marie).	120-35.....	233.75	1.10	.....	.....	234.85
14690...	Groulx, Vve-Wid. Joseph (Servantes Jésus et Marie).	120-36.....	334.12	1.10	.....	.....	335.22
14720-1.	Proulx, Mlle-Miss Christine.....	Sur le 8.....	9.85	0.85	.....	.....	10.70
14732...	Weather, William.....	P. 2.....	46.32	0.85	.....	.....	47.17
14751...	Malette, Emile (Comm. District Fédéral).	P. 8.....	14.23	0.85	7.72	1.35	24.15
13651...	Constantineau, Almor (Prop. sous la Loi de Consolidation)	217-F. 26.....	66.13	0.85	.....	.....	66.98

Quartier Val-Tétreau — Ward (No. 1)

N° Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes munic. Munic. taxes	Frais Costs	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
1154....	Pharand, Ephrem.....	255-1103-1102 ..	.....	.....	50.87	1.70	52.57
1207....	Boudreault, Roland (Rodolphe Char- bonneau).	254-154.....	.....	.....	16.49	1.60	18.09

Quartier Wrightville — Ward (No. 1-A)

2892....	Prud'homme, Wilfrid (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull).	247-29.....	.....	.....	53.61	1.60	55.21
2985....	Strasbourg, Edouard (Cité de Hull) ..	8-27-247-412-411 ..	.....	.....	40.66	2.30	42.96
3659....	Villeneuve, Octave (Edmond Lara- mée — Cité de Hull).	246-306-307.....	.....	.....	56.91	2.20	59.11
4041....	Groulx, Aurèle (Caisse Pop. Notre- Dame de Hull).	244-S. 247-S. 248 .. S. 249.	.....	.....	114.24	2.30	116.54
4624....	Lesage, Wilfrid (Philorum Charron) ..	141-53.....	.....	.....	10.74	1.35	12.09
5433....	Régimbald, Alfred et-and Mme-Mrs. (Cité de Hull).	247-165-166.....	.....	.....	56.59	1.95	58.54
5437....	Ouellette, Royal.....	247-169-S. 170. .	.....	.....	18.63	1.95	20.58

Quartier Montcalm — Ward (No. 2)

8103-1 ..	Monette, Ed.....	Mach.....	.....	.....	37.64	0.75	38.39
8522....	Stucker, Omer et-and Mme-Mrs. (Rodolphe Charbonneau).	96-E. 62.....	.....	.....	73.13	2.00	75.13
8546....	Blais, Osias (Michael Romanuck)	96-48.....	.....	.....	47.43	1.60	49.03

Quartier Frontenac — Ward (No. 3-A)

10151... ..	Gravelle, Aurèle et-and Mme-Mrs. (Pierre DesRosiers).	290-302-S. 280. .			109.55	2.80	112.35
-------------	--	-------------------	-------	-------	--------	------	--------

Quartier Dollard — Ward (No. 4)

13155....	Côté, Ferdinand.....	N. 350.....	.....	.....	117.08	1.10	118.18
13157....	Normand, Lauric — Legault, William.	S. 371, N. 383....	.....	.....	87.84	2.20	90.04

Daté à Hull, ce dixième jour du mois de sep-
tembre 1953.

Le Greffier de la Cité,
35692-41-2-o H. LÉON LEBLANC, F.C.I.S.

Given at Hull, this tenth day of September
1953.

H. LÉON LEBLANC, F.C.I.S.,
35692-41-2-o City Clerk.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Com-
missaires d'écoles pour la municipalité de la
ville de Sept-Îles demanderont à la Législature
de la province de Québec, à sa prochaine session,
l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe
de vente dite taxe d'éducation, ne dépassant
pas un pour cent.

Québec, le 23 septembre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,
35603-39-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Canada, Province de Québec,
district de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les
Commissaires d'écoles pour la Ville de Sainte-

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Com-
missioners for the municipality of the town of
Sept-Îles, will apply to the Legislature of the
province of Quebec, at its coming session, for
the passing of an Act authorising them to impose
a sale's tax not exceeding one per cent.

Quebec, September 23th, 1953.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
35603-39-4-o Attorney for Petitioners.

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the School Commis-
sioners for the town of Sainte-Thérèse, in the

Thérèse, district de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

a) Pour demander l'imposition d'une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Statuts refondus 1941, chapitre 88 et ses amendements).

b) Pour permettre aux Commissaires de recevoir une rémunération de cinq cents dollars pour chacun des Commissaires et huit cents dollars pour le Président.

Sainte-Thérèse, ce 21 septembre 1953.

Le Procureur des requérants,

ANDRÉ FAUTEUX.

35596-39-4-o

AVIS PUBLIC

Les Syndics de la Paroisse de St-Pierre de Joliette présenteront lors de la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, un bill privé afin d'étendre et modifier les pouvoirs des syndics de la paroisse de St-Pierre de Joliette.

Joliette le 23 septembre 1953.

Les Procureurs des Syndics,

JACQUES et CLAUDE DUGAS.

35639-40-4-o

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus, corporation ayant son siège social à Fraserville, (Rivière-du-Loup) demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 George V, chapitre 109, aux fins suivantes:

1° Pour changer son nom actuel en celui de: La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles";

2° Pour augmenter la valeur autorisée des immeubles que la corporation possède actuellement et acquerra dans l'avenir;

3° Pour pouvoir émettre des bons (déventures)

4° Pour changer le nom du siège de la corporation de Fraserville en Rivière-du-Loup.

Rivière-du-Loup, ce 23 septembre 1953.

Le Procureur de la requérante,

JEAN-PAUL BÉRUBÉ.

35636-40-4-o

AVIS D'UNE DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis public est par les présentes donné que René Simard, en religion Frère Pascal; Gérard Mireault, en religion Frère Noël-Chabanel; Lucien Carpentier, en religion Frère Robert-François; Stanislas Denis, en religion Frère Thomas-à-Kempis; Édouard Charles Vermette, en religion Frère Oscar et Julien Bédard, en religion Frère Théophane, tous membres de "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel au Canada", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi, les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain" avec pouvoir d'acquérir certains biens de "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel au Canada", et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Champlain, le 5 octobre 1953.

Le Procureur des requérants,

ANDRÉ DUCHARME.

35684-42-4-o

district of Terrebonne, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law to:

a) Ask the imposition of a special tax of one per cent, called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

b) To permit the School Board to receive annually a remuneration of five hundred dollars for each of the commissioners and of eight hundred dollars for the chairman.

Sainte-Thérèse, District of Terrebonne, the 21st September, 1953.

ANDRÉ FAUTEUX,

Attorney for petitioners.

35596-39-4-o

PUBLIC NOTICE

The Trustees for the Parish of St-Pierre of Joliette will present at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, a private bill to extend and amend the powers of the Trustees for the Parish of St-Pierre of Joliette.

Joliette, September 23, 1953.

JACQUES and CLAUDE DUGAS,

Attorneys for the Trustees.

35639-40-4

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the "Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant-Jésus" corporation having its head office at Fraserville (Rivière-du-Loup), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 7, George V, chapter 109, for the following purposes:

1. To change its present name into that of: "La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Chauffailles";

2. To increase the authorized value of the immovables which the corporation presently holds and may acquire in the future;

3. To be allowed to issue bonds (debentures)

4. To change the name of the location be the corporation from "Fraserville" into "Rivière-du-Loup".

Rivière-du-Loup this 23rd day of September, 1953.

JEAN-PAUL BÉRUBÉ,

Attorney for the Petitioner.

35636-40-4

NOTICE OF APPLICATION TO LEGISLATURE

Public notice is hereby given that René Simard, in religion Brother Pascal; Gérard Mireault, in religion Brother Noël-Chabanel; Lucien Carpentier, in religion Brother Robert-François; Stanislas Denis, in religion Brother Thomas-à-Kempis; Édouard Charles Vermette, in religion Brother Oscar and Julien Bédard, in religion Brother Théophane, all members of "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel au Canada" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to obtain an Act for the purpose of incorporating themselves under the name of "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain" with power to acquire certain property from "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel au Canada", and to exercise all the rights and privileges ordinarily granted to civil corporations.

Champlain, October 5th, 1953.

ANDRÉ DUCHARME,

Attorney for the Petitioners.

35684-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Monseigneur Gérard Marie Coderre, évêque coadjuteur à Saint-Jean-de-Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant une corporation pour détenir et gérer le Séminaire de Saint-Jean, accordant à cette corporation les pouvoirs usuellement octroyés à de telles corporations et comportant l'extinction de la Corporation du Collège Saint-Jean constituée par le statut 2 Geo. V, c. 109 (1912) et le transfert de l'actif et du passif de cette dernière à la corporation à être constituée Québec, le 5 octobre 1953.

Le Procureur du pétitionnaire,
35693-41-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Monseigneur Gérard Marie Coderre, Bishop coadjutor at Saint-Jean-de-Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the adoption of an Act constituting a corporation for the owning and administration of the Séminaire de Saint-Jean, thereby granting to said corporation the powers usually granted to such corporations, including the extinction of the Corporation du Collège Saint-Jean constituted by 2 Geo. V, c. 109 (1912), and the transfer of the assets and debts of the latter to the corporation that is to be constituted.

Quebec, October 5, 1953.
ALBERT DUMONTIER,
35693-41-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Montréal s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant la nomination de marguilliers ou syndics pour l'administration de la paroisse de Montréal, Église Notre-Dame, et du cimetière de la Côte des Neiges.

Montréal, 6 octobre 1953.
L'Aviser légal,
35711-41-4-o FRANCIS FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that the Fabric of the Parish of Notre-Dame of Montreal will apply to the provincial legislature, at its next session, for the adoption of a law concerning the nomination of churchwardens or trustees for the administration of the Parish of Montreal, Notre-Dame Church, and the cemetery of Côte des Neiges.

Montreal, October 6th, 1953.
FRANCIS FAUTEUX,
35711-41-4-o Legal Adviser.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "La Chambre des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la législature provinciale lors de sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "La Chambre des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec", pour obtenir le droit de faire des règlements pour l'admission des membres, pour établir des mesures disciplinaires et autres mesures propres à l'administration des affaires de la corporation.

Montréal, le 6 octobre 1953.
L'Aviser Légal,
35712-41-4-o FRANCIS FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Chambre des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec" will apply to the provincial legislature at its next session, to obtain the incorporation of "La Chambre des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec," to be authorized to pass by-laws, for the admission of members, to regulate disciplinary measures for the proper administration of the affairs of the corporation.

Montreal, October 6th, 1953.
FRANCIS FAUTEUX,
35712-41-4-o Legal Adviser.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "La Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres de Montréal" s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour être autorisée à accepter le legs qui lui est fait par le testament de Arthur Roy, avec certaines modifications dans les conditions qui y sont contenues.

Montréal, le 6 octobre 1953.
L'Aviser Légal,
35713-41-4-o FRANCIS FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby that "La Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres de Montréal" will apply to the provincial legislature, at its next session, to be authorized to accept the legacy made to the said Congregation by the will of Arthur Roy, with certain modifications in the conditions contained in the said will.

Montreal, October 6th, 1953.
FRANCIS FAUTEUX,
35713-41-4-o Legal Adviser.

AVIS PUBLIC
VILLE DE RIMOUSKI

Avis est par les présentes donné que la Ville de Rimouski, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa session 1953-54, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

- Demander de plus amples pouvoirs pour:
1° Réglementer: a) la construction, b) le commerce, c) l'utilisation de ses rues, places publiques, d) la taxe d'eau dans certains cas;
2° Acquérir certains immeubles pour fins municipales et industrielles et en disposer;

PUBLIC NOTICE
TOWN OF RIMOUSKI

Notice is hereby given that the Town of Rimouski will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session 1953-54, for the adoption of a Bill for the following purposes:

- 1° To obtain more ample powers to regulate: a) the construction, b) the commerce, c) the utilisation of streets and public places, d) the water taxes in certain cases;
2° To acquire and dispose of certain immovables for municipal and industrial purposes;

- 3° Exproprier des servitudes et droits;
4° Adjoindre des experts à ses estimateurs;
5° Fixer une indemnité pour le maire et les échevins;
6° Acquérir les immeubles vendus pour taxes;
7° Et pour d'autres fins.

Rimouski, le 28 septembre 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
355637-40-4-o GAGNON & GAGNON.

- 3° To expropriate certain servitudes and rights;
4° To provide assistance of experts to valuers;
5° To fix an indemnity for the Mayor and aldermen;
6° To acquire property sold for taxes;
7° And for other purposes.

Rimouski, September 28th, 1953.

Attornies for Petitioner,
35637-40-4-o GAGNON & GAGNON.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Ste-Monique, la Corporation de Peribonka et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de Ste-Monique de Honfleur dans les Comtés de Lac St-Jean est et Lac St-Jean ouets s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de ratifier et confirmer certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company of Canada, Limited, située dans le territoire sous leur juridiction respective, ainsi qu'à la responsabilité de cette compagnie pour taxes municipales et scolaires dans ledit territoire, et aussi aux fins de ratifier et confirmer les contrats passés entre lesdites corporations municipales et scolaire et Aluminum Company of Canada, Limited à la suite de l'adoption des dites résolutions.

Roberval, ce 28 septembre 1953.

Le Procureur des Requérantes,
35638-40-4-o A. DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of Ste-Monique, the Corporation of Peribonka and the School Commissioners for the Municipality of Ste-Monique de Honfleur in the Counties of Lake St. John east and Lake St. John west, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm certain resolutions concerning the valuation of the taxable property of Aluminum Company of Canada, Limited, situated in the territory under their respective jurisdiction and concerning the responsibility of the said Company for municipal and school taxes in the said territory, also to ratify and confirm the contracts passed by and between the said municipal and school corporations and Aluminum Company of Canada, Limited pursuant to the said resolutions.

Roberval, 28th September 1953.

A. DUMONTIER,
35638-40-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Poulin, président de l'Asbestonos, de St-Lambert près de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale ratifiant le jugement de la Cour Supérieure de Beauce, numéro 22,704, Peter W. Langlois vs Henry Austin & Als, défendeurs, rendu par l'honorable Fernand Choquette J.C.S. le 17 avril 1953, autorisant la vente par licitation des droits de mines sauf l'or et l'argent, sis dans le tréfonds des lots 13A, 13B et 13D du dixième (10e) rang du canton de Broughton comté de Beauce, suivant les termes du consentement des principaux intéressés et réservant à tout intéressé de faire valoir ses droits dans la distribution du produit de la vente, et à ce qu'il soit déclaré que ce jugement dont il n'y a pas eu appel est chose jugée à l'égard de tous les intéressés dans lesdits droits de mines, et qu'il demandera par ladite loi spéciale également, que le contrat de vente desdits droits de mines, qui lui a été consenti en vertu dudit jugement de l'honorable Fernand Choquette, par les protonotaires de la Cour Supérieure pour le district de Beauce, Messieurs Taschereau & Allard, soit également ratifié et qu'en vertu dudit jugement et dudit contrat de vente ledit Joseph Poulin, industriel, Président de L'Asbestonos de Saint-Lambert près de Montréal, est définitivement propriétaire incommutable desdits droits de mines sauf l'or et l'argent, qui se trouvent dans le tréfonds desdits lots 13A, 13B et 13D du rang 10 du cadastre pour le canton de Broughton, comté de Beauce.

St-Joseph de Beauce, 28 septembre 1953.

Le Procureur du Requérant,
35653-40-4-o ROSAIRE BEAUDOIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Joseph Poulin, President of the Asbestonos, of St-Lambert, near Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to pass a special Act ratifying the judgment of the Superior Court of Beauce, number 22,704, Peter W. Langlois vs Henry Austin & Als, defendants, rendered by the Honourable Fernand Choquette J.S.C., on April 17, 1953, authorizing the sale by licitation of the mining rights, with the exception of the gold and silver, situate in the subsoil of lots 13A, 13B and 13D of the tenth (10th) range of the township of Broughton, county of Beauce, according to the terms of agreement of the principal parties interested and reserving to any interested party to assert his rights in the distribution of the produce of the sale, and that it be declared that this judgment on which there has been no appeal, is settled matter regarding all interested parties in the said mining rights, and that he will also request by the said Act that the deed of sale of the said mining rights which have been conceded to him under the said judgment of the Honourable Fernand Choquette, by the prothonotaries of the Superior Court for the District of Beauce, Messrs. Taschereau & Allard, be also ratified and that under the said judgment and the said deed of sale, the said Joseph Poulin, industrialist, President of the Asbestonos of St. Lambert, near Montreal, is definitely the absolute owner of the said mining rights, with the exception of the gold and silver, which is to be found in the subsoil of the said lots 13A, 13B and 13D of Range 10 of the cadastre of the township of Broughton, county of Beauce.

St-Joseph de Beauce, September 28, 1953.

ROSARE BEAUDOIN,
35653-40-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Missionnaires de la Compagnie de Marie, de Dorval, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la modification de la Loi les constituant en Corporation, savoir: 47 Victoria, ch. L1 (1884), aux fins d'augmenter leurs pouvoirs de posséder des biens mobiliers et immobiliers en cette province.

Les pétitionnaires solliciteront également l'obtention de pouvoirs additionnels pour la Corporation, son Conseil d'administration et pour autres fins.

Québec, ce 28 septembre, 1953.

Le Procureur des Requérants,
35643-40-4-o **JEAN RÉMILLARD.**

AVIS PUBLIC

VILLE DE MATANE

Avis est par les présentes donné, que la Ville de Matane, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa session 1953-54, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

Réglementer les taxis et limiter leur nombre; et pour autres fins.

Rimouski, le 6 octobre 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
35699-41-4-o **GAGNON & GAGNON.**

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi pour admettre Julian Gabriel Gazdik à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

Montréal, le 1er octobre 1953.

35708-41-4-o **JULIAN GABRIEL GAZDIK.**

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Hazel Kemp de Ville Mont-Royal, district de Montréal, veuve de Arthur B. Colville, en son vivant avocat des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale confirmant, reconnaissant et déclarant son droit de propriété absolue sur les immeubles connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse St-Henri de Mascouche, Co. l'Assomption, comme étant les Nos. 833-2; 832-4; 749-38; 749-39; 749-40; 749-1; 749-3; 749-4; 749-5; 749-6; 749-7; 749-8; 749-9; 749-10; 832-1; 832-2; 832-3; 833-1.

Montréal, le 5 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35694-41-4-o **ERROL LANGUEDOC, C.R.**

AVIS

Avis au public est par les présente donné que Roderick B. Masson, cultivateur, de la ville et du district de Terrebonne, Alphonse Milette, administrateur, Léon Masson, administrateur, Charles de Lotbinière Harwood, gérant, et Jacques Masson, administrateur, tous quatre de la cité et du district de Montréal, et tous agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la succession de feu l'Hon-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Les Missionnaires de la Compagnie de Marie", of Dorval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the amendment of the Act whereby they were incorporated, to wit: 47 Victoria, chapter L1 (1884), for the purposes of increasing their powers of holding property, moveable and immoveable, in this Province.

The petitioners shall also request additional powers for the Corporation, its Board of Directors and for other purposes.

Quebec, this 28th day of September, 1953.

JEAN RÉMILLARD:
35643-40-4 Attorney for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

TOWN OF MATANE

Notice is hereby given that the Ville de Matane will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its session 1953-54, for the adoption of a Bill for the following purposes:

To regulate the taxis and limit their number; and for other purposes.

Rimouski, October 6th, 1953.

AGNIES FOR PETITIONER,
35699-41-4-o **GAGNON & GAGNON.**

NOTICE OF APPLICATION TO THE LEGISLATURE

The undersigned gives notice that at the next session of the Quebec Legislature, he will present a bill for the admission of Julien Gabriel Gazdik to the practice of Law in the Province of Quebec.

Montreal, October 1st, 1953.

35708-41-4 **JULIEN GABRIEL GAZDIK.**

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Hazel Kemp of the Town of Mount. Royal, District of Montreal, widow of Arthur B. Colville, in his lifetime advocate of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session thereof, for the enactment of a special law confirming, ratifying and declaring her right of complete ownership on and upon the following immoveable property known and designated in the Plan and Official Book of Reference of the Cadastre of the Parish of St. Henri de Mascouche of l'Assomption County as numbers 833-2; 832-4; 749-38; 749-39; 749-40; 749-1; 749-3; 749-4; 749-5; 749-6; 749-7; 749-8; 749-9; 749-10; 832-1; 832-2; 832-3; 833-1.

Montreal, October 5th 1953.

ERROL LANGUEDOC, Q.C.,
35694-41-4-o Attorney for petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that Roderick B. Masson, farmer, of the town and district of Terrebonne, Alphonse Milette, administrator, Leon Masson, administrator, Charles de Lotbinière Harwood, manager, and Jacques Masson, administrator, all four of the city and district of Montreal, and all acting in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Honourable Joseph Masson,

norable Joseph Masson, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale, aux fins ci-après:

a) proroger le partage de la dite succession et de chacun des lots qui la composent;

b) Autoriser les exécuteurs testamentaires à l'expiration de la prorogation susdite, de procéder au partage des lots particuliers, dans lesquels le deuxième degré est épuisé, pourvu que la majorité en nombre et en valeur des intéressés le requiert par écrit;

Et pour toutes autres fins.

Montréal, le 5 octobre 1953.

Les Procureurs des requérants es-qualité,

35721-41-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
BEAULIEU & CASGRAIN.

shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:

a) To postpone the partition of the Estate and of the various lots of said Estate;

b) To authorize the testamentary executors at the expiration of the postponement above mentioned to make a partition of any particular lot, wherein the second degree is exhausted provided it is requested in writing by the majority in value and in number of the interested parties;

And for other purposes.

Montreal, October 5, 1953.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU & CASGRAIN,
35721-41-4-o Attorneys for the Petitioner es-qualité.

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que Dame Jacqueline Crawford, domiciliée en la cité de Montréal, province de Québec, épouse séparée de biens de Donald Reid Campbell, et ledit Donald Reid Campbell, aux fins d'autoriser son épouse, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour donner effet, ratifier et confirmer une transaction effectuée entre les héritiers et bénéficiaires en vertu des dernières volontés et des codiciles y attachés de feu Gordon Simpson Westgate, domicilié en son vivant à Ste-Agathe des Monts, province de Québec, partageant entre eux les biens de la succession, et autoriser, permettre et recommander aux exécuteurs, en vertu des dernières volontés de feu Dame Katherine Emilie Mason, autrefois veuve dudit feu Gordon Simpson Westgate, de payer à Dame Jacqueline Crawford, sa fille, un montant de cinq mille dollars (\$5,000.00) par année sa vie durant prélevé des biens de la succession de sadite feue mère.

Montréal, 7 octobre 1953.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

35723-41-4 WILSON & WILSON.

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Jacqueline Crawford, residing in the City of Montreal, Province of Quebec, wife separate as to property of Donald Reid Campbell, and the said Donald Reid Campbell, for the purpose of authorizing his wife, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act to give effect to, ratify and confirm a transaction entered into between the heirs and beneficiaries under the Last will and Testament and Codicils thereto of the late Gordon Simpson Westgate, during his lifetime domiciled at Ste. Agathe des Monts, in the province of Quebec, partitioning the assets of the estate amongst them, and to authorize, permit and instruct the Executive under the Last Will and Testament of the late Dame Katherine Emilie Mason, formerly-widow of the said late Gordon Simpson Westgate, to pay to Dame Jacqueline Crawford, her daughter, an amount of Five thousand dollars (\$5,000.00) per annum during her lifetime out of the assets of the estate of her said late mother.

Montreal, October 7th, 1953.

WILSON & WILSON,

35723-41-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le "Crédit Foncier Franco-Canadien", une corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale modifiant sa charte, la loi 43-44 Vict. chap. 60, telle que déjà modifiée et ce notamment aux fins ci-après:

a) Étendre les pouvoirs corporatifs de la société concernant l'acquisition, la détention, la jouissance et l'administration, la vente, la cession et l'aliénation de créances hypothécaires, de bons et obligations, d'actions et de biens-fonds ainsi que l'amélioration et le développement des immeubles qu'elle possède déjà ou qu'elle pourra acquérir;

b) Abroger les dispositions fixant un terme à la durée de la société;

c) Convertir en monnaie canadienne le capital social, actuellement libellé en francs français, et diviser ce capital en actions sans valeur nominale;

d) Déterminer les signatures que doivent porter les titres nominatifs et au porteur; le mode de négociation de ces titres et leur enregistrement;

Notice public is hereby given that "Credit Foncier Franco-Canadien", a body politic corporate having its principal place of business in the city of Montreal District of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session in order to obtain a special act modifying its charter, the Act 43-44 Vict. chap. 60, as amended, for amongst other the following purposes:

a) To enlarge the corporate powers of the Company relating to the acquisition, holding, enjoyment and management; the sale, transfer and alienation of hypothecary claims, bonds and debentures, shares, lands and buildings, as well as the management and development of the immovable properties which are actually possessed by the Company or which the Company may acquire;

b) To abrogate the provisions fixing a term to the duration of the Company;

c) To convert in Canadian currency the capital stock actually expressed in French francs and to divide said capital stock in shares having no par value;

d) To determine the signatures which must appear on bearer and nominative titles; the mode of negotiating said titles and the registration thereof;

e) Préciser, compléter et étendre les pouvoirs et attributions du conseil pour l'administration des affaires sociales, y compris les relations avec le Comité de Paris, et fixer le nombre d'actions affectées à la garantie de la gestion des administrateurs;

f) Préciser et clarifier les pouvoirs et attributions du directeur général notamment quant à la signature des effets de commerce, des délibérations de l'assemblée générale, des contrats de prêts et autres actes, ainsi qu'à l'engagement, la révocation et la suspension des employés de la société;

g) Modifier certaines règles de régie interne;

h) Arrêter la répartition des bénéfices sociaux entre les administrateurs et les actionnaires;

i) Modifier les formalités requises pour le maintien en vigueur des règlements de la société;

j) Confirmer, ratifier et valider toutes les délibérations de l'assemblée générale et des administrateurs relatives à la conversion des parts de fondateurs en actions de la société;

k) Abroger toutes les dispositions d'un caractère transitoire et toutes celles devenues incompatibles ou inutiles par suite des modifications précédemment numérotées;

l) Faire toutes les modifications de concordance requises;

Et pour autres fins.

Montréal, le 2 octobre 1953.

Les Procureurs du pétitionnaire es-qualité,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,

35720-41-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

e) To specify, complete and extend the powers and attributions of the Board of Directors for the management of the social business, including its connections with the Paris' Committee; and to determine the number of shares assigned as security for the Directors management;

f) To specify and clarify the powers and prerogatives of the General Director more particularly with respect to the signature of negotiable instruments, of Minutes of the general Meetings, contracts of loan and other acts as well as to the hiring, discharge and suspension of employees of the Company;

g) To modify certain rules of internal management;

h) To fix the sharing of profits between Directors and Shareholders;

i) To modify the formalities required for the keeping into force of the Company's By-Laws;

j) To confirm, ratify and validate all resolutions of the Meetings of Shareholders and of Directors concerning the conversion of founders' rights (parts de fondateurs) into shares of the capital stock of the Company;

k) To abrogate all provisions of transitory character and all those which have become incompatible or useless as a result of the above modifications;

l) To make all further modifications which may be required to render all provisions compatible one with the other;

And for other purposes.

Montreal, October 2, 1953.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN.

35720-41-4-o Attorneys of Petitioner es-quality.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que M. Nicolas Mateesco, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill privé, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession d'avocat dans la Province de Québec.

Montréal, le 7 octobre 1953.

Les Procureurs du pétitionnaire,

MONETTE, FILION

35747-42-4-o & LACHAPPELLE.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Nicolas Mateesco, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Private Bill, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of advocate in the Province of Quebec.

Montreal, October 7th, 1953.

MONETTE, FILION

& LACHAPPELLE,

35747-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jérôme, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes: augmentation du nombre d'électeurs par bureau de vote, droit de percevoir la taxe foncière d'acqueduc des terrains vacants dans certains cas, permettre l'acquisition de terrains et la construction d'édifices pour fins industrielles et municipales, pourvoir à la réfection et à la réparation des trottoirs.

Saint-Jérôme, ce 14 octobre, 1953.

Le Maire,

CAMILLE L. de MARTIGNY, C.R.

Le Greffier,

35751-42-4-o OCTAVIEN TESSIER.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jérôme, municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the City of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present or next session in order to obtain the passing of an Act concerning the following subjects: the increasing of the number of electors per polling-station, the right to collect, in certain cases, a water rate on vacant lots, to allow the purchasing of lots and the erection of buildings for industrial and municipal purposes, and provide for there building and repairing of sidewalks.

Saint-Jérôme, this October 14th, 1953.

CAMILLE L. de MARTIGNY, C.R.

Mayor.

OCTAVIEN TESSIER,

35751-42-4 Clerk.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, constituées en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 53, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à ladite loi, aux fins suivantes: mieux définir les buts et certains pouvoirs que la corporation possède actuellement; obtenir certains pouvoirs que la corporation ne possède pas actuellement; acquérir toutes propriétés mobilières et immobilières, pourvu que le revenu annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour fins de revenus n'excède pas la somme de trois cent mille dollars; engager ses biens meubles et immeubles pour assurer le paiement de ses obligations, contractées spécialement par émission d'obligations ou d'autres titres ou valeurs; définir que les pouvoirs de la corporation seront exercés par son conseil d'administration, composé ainsi qu'il sera statué; édicter des dispositions relatives à la dissolution de la dite corporation, à la représentation de ses membres par ladite corporation, aux officiers dont la signature liera celle-ci, à la modification du nom corporatif et du siège social de celle-ci, de même qu'à certains établissements à ériger.

St-Hyacinthe, le 10 octobre 1953.

Le Procureur des Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe,
JACQUES BOUSQUET.

35749-42-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que "John Urwin, de la Ville de Ste-Rose, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit en par lui subissant avec succès les examens écrits du Barreau de la Province de Québec.

Daté à Montréal, ce 8ième jour d'octobre. 1953.

Les Avocats du Requérant,
DUQUET & MACKAY.

35748-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse St-Joseph de la Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Rivière des Prairies, fixer la date des élections, le mode d'élection du maire et des échevins, l'heure de l'ouverture et de la fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour l'approbation des règlements municipaux, prévoir la rémunération des membres du Conseil, la confection immédiate d'un nouveau rôle d'évaluation, l'imposition d'une taxe spéciale sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité pour la construction d'un système ou d'une partie d'un système d'aqueduc ou d'égouts, de puits publics, citernes, réservoirs etc, autoriser la création d'un fonds de roulement, l'adoption de règlements concernant le zonage, les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision ordonnant des travaux d'aqueduc et d'égouts requis dans l'intérêt général, l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Sisters of Saint-Joseph of Saint-Hyacinthe, a body incorporated under the Act, 44-45 Victoria, chapter 53, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain amendments to said Act, as follows: define more clearly its aims and certain powers that he now possesses; acquire certain powers that he does not possess; acquire all moveable and immoveable property, provided that the annual revenue of the immoveables belonging to the corporation and owned by it for the purposes of revenue does not exceed three hundred thousand dollars; encumber its moveable and immoveable property in any way, to secure the payment of its obligations, specially by issuing bonds or other title-deeds or securities; declare that the powers of said corporation shall be exercised by its conseil d'administration, composed in the manner which shall be defined; enact dispositions relating to the dissolution of said corporation, to the representation by said corporation of its members, to the officers whose signatures shall bind said corporation, to the altering of its corporate name, of the place of its corporate seat and to certain establishments to be erected.

St-Hyacinthe, October 10th, 1953.

JACQUES BOUSQUET,
Attorney for the Sisters of Saint-Joseph
35749-42-4-o of Saint-Hyacinthe.

NOTICE

Notice is hereby given that John Urwin, of the Town of Ste. Rose, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having successfully passed the written examinations of the Bar of Quebec.

Dated at Montreal, this 8th day of October, 1953.

DUQUET & MACKAY,
Attorneys for Petitioner.

35748-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the passing of an Act for the following purposes: to erect the municipality in a town municipality under the name of Rivière des Prairies, to fix the date of election, the form of election of the mayor and the councillors, the hours of opening and the closing of the polls for elections and approval of by-laws, to provide for the remuneration of the members of the Council, the immediate completion of a new valuation roll, the imposition of a special tax on all the owners or occupants of immoveables in the municipality for the construction of a system or part of a system of waterworks and sewers, public wells, cisterns reservoirs etc., to authorize the constitution of a working fund, the adoption of by-laws concerning zoning, construction permits, the construction of only one building on one distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan, ordering work on waterworks or sewers required in the general interest; the issue of notices of summons in cases of certain infractions to municipal by-laws relating to traffic and public safety, to limit taxation of farm lands,

règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, limiter la taxation des terres en culture, établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents, établir la propriété de certaines rues, permettre l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement et l'organisation de centres de loisirs, de jeux et de sports et pour autres fins.

Montréal, 9 octobre 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
35750-42-4-o LABELLE & LABELLE.

to establish procedures for the execution and payment of public works, to establish the property of certain streets, to allow encouragement of arts, science, establishment and organisation of recreation, games and sports centers and for other purposes.

Montreal, October 9th, 1953.

LABELLE & LABELLE;
35750-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Maurice Dion, né Maurice Plamondon, Monsieur Alexandre Dion et son épouse Dame Auréa Plamondon s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de légaliser à compter du 27 octobre 1931 l'adoption de Maurice Plamondon par Monsieur Alexandre Dion et son épouse Dame Auréa Plamondon.

Québec, le 6 octobre 1953.

Les Procureurs des pétitionnaires,
35744-42-4-o DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN.

Public notice is hereby given that Maurice Dion né Maurice Plamondon, Mr Alexandre Dion, and his wife, Mrs Auréa Plamondon will apply to the Legislature at its next Session for the adoption of an act to legalise as from October the 27th 1931 the adoption of the said Maurice Plamondon by Mr Alexandre Dion and his wife Mrs Auréa Plamondon.

Quebec, October 6th, 1953.

DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,
35744-42-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères Macrinus Nino, de Los Angeles, Californie, l'un des États-Unis d'Amérique, Henri Pujolras, Jean-Marie Lemrise de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant, ainsi que les membres de leur Congrégation, en Corporation sous le nom de "La Congrégation des Missionnaires Fils du Cœur Immaculé de Marie" (Pères Clarétiens), pour la poursuite d'œuvres religieuses, paroissiales, sociales, éducationnelles, charitables et missionnaires, avec tous les pouvoirs requis pour la poursuite de ces fins et ceux reconnus aux Corporations religieuses; spécialement, et sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, ils demanderont le pouvoir de posséder des immeubles quelle qu'en soit l'étendue, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le droit de représentation de leurs membres, et l'attribution du bénéfice corporatif aux nouvelles maisons de la Congrégation.

Victoriaville, le 7 octobre 1953.

Le Procureur des requérants,
35745-42-4-o RAYMOND BEAUDET.

Notice is hereby given that the Reverend Fathers Macrinus Nino, of Los Angeles, California, one of the United States of America, Henri Pujolras, Jean Marie Lemrise of the parish of Ste. Victoire, county of Arthabaska, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act to incorporate them, as well as the members of their Congregation, under the name of "La Congrégation des Missionnaires Fils du Cœur Immaculé de Marie (Pères Clarétiens) The Congregation of Missionary Sons of the Immaculate Heart of Mary (Claretian Fathers), for the carrying out of religious, parochial, social, educational, charitable and missionary works, with all the powers required for the furthering of these purposes, and those with which religious Corporations are vested especially, without restricting the generality of the above terms, they will request the power to hold immoveable property of any extent whatsoever, notwithstanding any general or special law to the contrary, the right of representation of their members, and to attribute corporate benefits to additional houses of the Congregation.

Victoriaville, October 7, 1953.

RAYMOND BEAUDET,
35745-42-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Joseph de Beauce, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité précitée, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, une taxe de vente dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent (1%), en conformité de la loi.

Québec, le 10 octobre, 1953.

L'Avocat de la requérante,
35764-42-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the Municipality of the village of Saint-Joseph de Beauce, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing and levying, within the said municipality, from the date of the coming into force of the present Act, a sales tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) according to law, and for other purposes.

Quebec, October 10th, 1953.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,
35764-42-4-o Attorney for the petitioner,

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que George Silcock Wilson de la Cité de Westmount dans le district de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins de changer son nom de George Silcock Wilson en celui de George Wilson Rath et lui reconnaître tous les droits et obligations se rattachant à son nouveau nom, et aux autres fins.

Westmount, le 13 octobre 1953.

Le Procureur du pétitionnaire,
35765-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by Mr. George Silcock Wilson of the City of Westmount in the district of Montreal that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act to change his present name Mr. George Silcock Wilson into that Mr. George Silcock Rath and to confirm all his rights and liabilities pursuant to his new name and for all other purposes.

Westmount, this 13th day of October 1953.

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Baie d'Urfée s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; changement de la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant auxdites élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection; durée du scrutin sur les règlements; procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; réglementer le maintien des lots vacants; droit d'émettre des billets d'assignation pour infractions aux règlements municipaux relativement à la circulation et à la sécurité publique; mode d'imposition de taxes pour travaux d'aqueduc; changement de l'année financière; procédures pour exécution de travaux permanents; modalité de paiement des travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; pour ratifier l'adjudication et la vente de certains lots, qui ont été vendus pour non-paiement de taxes par le secrétaire-trésorier de la ville le 27 novembre 1944; confirmation du droit de propriété de la Ville de certaines rues; et pour autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Baie d'Urfée,

35761-42-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Baie d'Urfée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revise its charter entirely, to maintain some special powers and to obtain some new ones, for the following matters: encouragement to sciences, establishment of recreational centers and organization of games and sports; to change the date of the elections and also the date of some procedures concerning the said elections; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of vote on by-laws; procedures concerning the adoption and amendment of zoning and construction by-laws; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on; fees on building permit; to regulate the maintenance of vacant lots; right to issue notice of summons for offenses to the traffic and public security by-laws of the Town; manner of imposition of taxes for waterworks; change of the financial year; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors proprietors; to ratify the adjudication and sale of a certain number of lots, which have been sold for non-payment of taxes by the secretary-treasurer of the Town, on November 27, 1944; confirmation of Town's ownership of certain streets; and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Baie
d'Urfée.

35761-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que La Chaîne Coopérative du Saguenay, syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de Québec au cours de sa prochaine session, dans le but d'obtenir la passation d'une loi aux fins de modifier et d'augmenter ses pouvoirs d'emprunt et d'autoriser son bureau de direction à nommer un comité exécutif et à déterminer ses pouvoirs.

Saint-Bruno, 14 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35773-42-4-o ROGER GOSSELIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "La Chaîne Coopérative du Saguenay", a cooperative syndicate formed under the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next session, in order to obtain the adoption of a law to modify and increase its borrowing powers and to authorize its board of directors to appoint an executive committee and to determine its powers.

St. Bruno, October 14, 1953.

ROGER GOSSELIN,
Attorney for the petitioner.

35773-42-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Beaconsfield s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; nomination et pouvoirs du gérant; arrondissements de votation; changer la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant aux élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection; durée du scrutin sur les règlements; publicité; procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; règlementer le maintien des lots vacants; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation et à la sécurité publique; modes d'imposition de taxes pour travaux d'aqueduc; changement de l'année financière; droit de conserver, pour fins municipales, les terrains acquis pour taxes; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunts par les électeurs propriétaires; modalité de paiement des travaux permanents; création d'un fonds de roulement, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la Ville de
Beaconsfield,
35762-42-4-o LACROIX VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Beaconsfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revise its charter entirely, to maintain some special powers and to obtain some new ones, for the following matters: encouragement to sciences, establishment of recreational centers and organization of games and sports; appointment and powers of manager; polling districts; to change the date of the elections and also the date of some procedures concerning the said elections; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of vote on by-laws; publicity; procedures concerning the adoption and amendment of zoning and construction by-laws; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on; fees on building permit; to regulate the maintenance of vacant lots; right to issue notice of summons for offenses to the traffic and public security by-laws of the Town; manner of imposition of taxes for water-works; change of the financial year; right to keep for municipal purposes lands acquired for taxes; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors proprietors; establishment of a working fund, and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of
Beaconsfield.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Jean-Jacques-Armand Charpentier, de la cité de Lachine, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jean-Jacques-Armand Lamoureux.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs du Pétitionnaire,
35763-42-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Jean-Jacques Armand Charpentier, of the city of Lachine, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing his name to Jean-Jacques-Armand Lamoureux.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

Avis est donné que Louis Cléroux, maraîcher, de Saint-Martin de Laval, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de vendre des biens immobiliers à lui légués par testament de Georges Cléroux, maraîcher, du même lieu, malgré une prohibition d'aliéner stipulée audit testament.

Québec, 13 octobre 1953.

Les Procureurs du requérant,
35769-42-4-o GUÉRARD et PELLAND.

Notice is given that Louis Cléroux, market-gardener, of St. Martin of Laval, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing him to sell real property bequeathed to him by will of George Cléroux, market-gardener, of the same place, notwithstanding a prohibition to alienate contained in the said will.

Quebec, October 13th, 1953.

GUÉRARD and PELLAND,
Attorneys for petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que René Brien, cultivateur de Beaconsfield, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-sept (137) des

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that René Brien, farmer of Beaconsfield, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act validating and confirming his title to the immoveable property known and designated as being lot number one hundred and thirty-seven

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, dans la division d'enregistrement de Montréal, et reconnaissant son droit de propriété absolue sur ledit immeuble.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU & POUPART.
35771-42-4-0

(137) on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-Claire, Registration Division of Montreal, and ratifying his right of complete ownership on the said immoveable property.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for applicant.
35771-42-4-0

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: indemnité du maire et des échevins; exemption de taxe en faveur du "Young Men Christian Association"; pension à Alphonse Saint-Germain et Ovila Lamarche; changement de la date des élections et procédures se rapportant auxdites élections; amendement à la loi 12 George V, chapitre 123, article 12, relativement au nombre de personnes pouvant demander le vote; confection du rôle spécial pour des subdivisions en lots à bâtir; amendement au règlement de zonage, pour permettre l'usage de bâtisses pour y maintenir certain commerce ou industrie, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre 1953.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.
35772-42-4-0

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: indemnity for mayor and aldermen; exemption of tax in favour of Young Men Christian Association; pension to Alphonse Saint-Germain and Ovila Lamarche; change of the date of elections and proceedings concerning the said elections; amendment to the act 12 George V, chapter 123, article 12, concerning the number of persons who may ask the vote; confection of the special roll for subdivisions of lands to be built; amendment to the zoning by-law, to permit the use of buildings for the operation of any commerce or industry, and for all other purposes.

Montreal, October 13, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the city of Lachine.
35772-42-4-0

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alfred Trottier, rentier, de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Compléter et modifier le dernier testament de Dame Céline Labonté, veuve de feu Joseph Trottier, en son vivant de la paroisse Ste-Victoire, Comté d'Arthabaska, de la façon suivante:

a) Annuler la clause de prohibition d'aliéner et d'hypothéquer, contenue dans ledit testament;

b) Déclarer ledit Alfred Trottier seul propriétaire actuel et absolu des biens immobiliers dépendant de la succession de Dame Céline Labonté;

2° Interpréter, compléter et modifier un acte de donation entre vifs par Joseph Trottier et Dame Céline Labonté à William Trottier, laquelle donation a ensuite été transportée à Alfred Trottier, en annulant une prohibition d'hypothéquer et d'aliéner sans le consentement écrit de la donatrice.

Victoriaville, le 13 octobre 1953.

Le Procureur du requérant,
RAYMOND BEAUDET.
35746-42-4-0

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alfred Trottier, annuitant, of the parish of Ste-Victoire, county of Arthabaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act for the following purposes:

1. To complete and amend the last will of Dame Céline Labonté, widow of the late Joseph Trottier, in his lifetime of the parish of Ste-Victoire, county of Arthabaska, in the following manner:

a) To annul the prohibition clause to alienate and to mortgage, contained in the said will;

b) To declare the said Alfred Trottier the sole present and absolute proprietor of the immoveable property dependant upon the estate of Dame Céline Labonté;

2. To interpret, complete and modify a deed of donation "inter vivos" by Joseph Trottier and Dame Céline Labonté to William Trottier, which donation was afterwards transferred to Alfred Trottier, by cancelling a prohibition to mortgage and alienate without the written consent of the donatrix.

Victoriaville, October 13, 1953.

RAYMOND BEAUDET,
Attorney for the Petitioner.
35746-42-4

AVIS DE DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis public est, par les présentes, donné que "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge", une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi amendement le statut 26 Vic., chapitre 62

NOTICE OF APPLICATION TO LEGISLATURE

Public Notice is hereby given that "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge", a corporation with head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an Act amending the statute 26 Vic. chap. 62 incorporating the said Corporation, and all Acts

incorporant ladite corporation, et toutes les Lois l'amendant jusqu'à présent, entre autres, les amendements suivants:

En amendant l'article 1 de sadite charte afin de changer son nom corporatif en celui de "Montreal Protestant Homes", et accroître l'étendue où elle est autorisée d'ériger et maintenir des places d'affaires de la cité de Montréal au district de Montréal, et augmenter ses entreprises et activités autorisées pour inclure l'érection et l'entretien d'infirmes; en insérant après l'article 4 de sadite charte des dispositions modifiées relativement aux qualifications des Gouverneurs à vie, et pourvoir à leur nomination et élection et ainsi qu'à la contribution exigée et, à cet égard, rayer une partie de l'article 5 concernant cette qualification et autres amendements incidents.

Montréal, 14 octobre 1953.

Les Procureurs des requérants,

CAMPBELL, WELDON &

35781-42-4

MACFADDEN.

hitherto amending the same in, among others, the following respects:

By amending section 1 of its said charter to change its corporate name to the name of "Montreal Protestant Homes", and to extend the area within which it is authorized to erect and maintain places of business from the City of Montreal to the District of Montreal, and to enlarge its authorized enterprises and activities to include the erection and maintenance of infirmaries; by inserting after section 4 of its said charter amended provisions for the qualification of Life Governors and to provide for their appointment and election and for their qualifying fees and in that connection to delete a portion of section 5 regarding such qualification, and other incidental amendments.

Montreal, October 14th, 1953.

CAMPBELL, WELDON & MCFADDEN,

35781-42-4-o

Attorneys for Applicants.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Mont-Joli s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

- 1° Imposer une taxe de vente;
- 2° Tenir des bureaux de votation provisoires et prolonger la durée du scrutin lors de tout vote;
- 3° Annexer certains territoires limitrophes;
- 4° Et pour fins d'emprunt, réglementation administration, régie interne et autres fins.

Mont-Joli, le 10 octobre, 1953.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

35786-42-4-o

RHEAULT & CARLE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mont-Joli shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, to request the adopting of a bill for the following purposes:

1. Levy a sales tax;
2. Establish provisional polling-stations and prolong the balloting period at any voting time;
3. Annex certain adjacent territories;
4. And to borrow, make regulations, administer, manage and other purposes.

RHEAULT & CARLE,

35786-42-4

Attorneys for Petitioner.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

AVIS

Avis, est par les présentes donné, que Dame Germaine Mercier, épouse commune en biens de Achille Tremblay, commerçant, 222 rue St. Sacrement, Naudville, a pris action en séparation de biens contre son dit-époux Achille Tremblay, sous le numéro 15,094, du dossier de la Cour Supérieure du district de Roberval.

Roberval, ce 8 octobre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

35729-o

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Germaine Mercier, wife common as to property of Achille Tremblay, merchant, 222 St. Sacrement Street, Naudville, has taken an action in separation as to property against her said husband, Achille Tremblay, bearing number 15,094 of the Superior Court of the district of Roberval.

Roberval, this October 8, 1953.

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.,

35729

Attorney for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 338818. Jeanne Hamelin, ménagère, épouse commune en biens de Roland Nantel, commerçant, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Roland Nantel, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 août 1953.

Montréal, 9 octobre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,

35728-o

MAURICE S. HÉBERT.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 338818. Jeanne Hamelin, housewife, wife common as to property of Roland Nantel, merchant, of the City and district of Montreal, Plaintiff, vs Roland Nantel of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on August 28th, 1953.

Montréal, October 9, 1953.

MAURICE S. HÉBERT,

35728

Attorney for Plaintiff.

AVIS

Madame Dorila Brodeur, épouse de Lucien Labbé, commerçant, domiciliée et résidant à 130 rue du Collège, en la Paroisse de St-Vincent

NOTICE

Madame Dorila Brodeur, wife of Lucien Labbé, dealer, domiciled and residing at 130 College Street, in the parish of St. Vincent de

de Paul, a formulé contre son époux une demande en séparation de biens.

Montréal, le 2 septembre 1953

Les Avocats de la demanderesse,
35727-o LEVESQUE ET DION.

Paul, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Montreal, September 2, 1953.

35727 LEVESQUE AND DION,
Attorneys for plaintiff.

AVIS

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 340108. Dame Marguerite Blais, opératrice, épouse commune en biens de Eugène Pagé, comptable, tous deux demeurant à Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs Eugène Pagé, comptable, Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 septembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
35758-o RENÉ TALBOT.

NOTICE

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 340108. Dame Marguerite Blais, operator, wife common as to property of Eugène Pagé, bookkeeper, Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs Eugène Pagé, bookkeeper, Montreal, district of Montreal, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case on September 28th, 1953.

35758-o RENÉ TALBOT,
Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 340346. Réjeanne Gorry, ménagère, épouse commune en biens de Jules Poirier, commerçant des cité et district de Montréal, demanderesse vs Jules Poirier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 octobre 1953.

Montréal, 14 octobre 1953.
Le Procureur de la demanderesse,
35785-o MAURICE S. HEBERT.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, superior Court, No. 340346. Réjeanne Gorry, housewife, wife common as to property of Jules Poirier, merchant of the city and district of Montreal, Plaintiff, vs Jules Poirier, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on October 3, 1953. Montreal, October 14, 1953.

35785 MAURICE S. HEBERT,
Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu une copie authentique d'une résolution adoptée à une assemblée générale spéciale de "La Caisse Populaire de Beauce-Jonction", tenue le 20 septembre 1953, changeant le nom de ladite société en celui de "Caisse Populaire de Vallée Jonction", et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 5 octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35754-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received true copy of a resolution adopted at a special general meeting of "La Caisse Populaire de Beauce-Jonction", held September 20, 1953, changing the name of said Association to that of "Caisse Populaire de Vallée Jonction", and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 5th, 1953.

35754 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P. G. 1440-50)

DRAPEAU FRÈRES LTÉE

Règlement concernant l'augmentation du nombre des directeurs:

Il est proposé, appuyé et résolu à l'unanimité de porter le nombre des directeurs de trois à cinq, d'amender en conséquence le règlement fixant le nombre des directeurs et de faire parvenir copie de cette résolution au Secrétaire de la province avec une copie du règlement amendé."

Le Président,
35755-o OMER DRAPEAU.
Le Secrétaire,
ÉMILE DRAPEAU.

(A. G. 1440-50)

DRAPEAU FRÈRES LTÉE

By-law concerning the increase of the number of Directors:

"It is proposed, seconded and unanimously resolved to carry the number of Directors from three to five, to amend, therefore, the by-law fixing the number of Directors and to send to the Provincial Secretary a copy of this resolution, with a copy of the amended by-law."

35755 OMER DRAPEAU,
President.
ÉMILE DRAPEAU,
Secretary.

Avis est donné que la "Christian Assembly" de la cité de Québec, une des "Christian Brethren Churches" de la province de Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311,

Notice is hereby given that the Christian Assembly of Quebec City, one of the Christian Brethren Churches in the Province of Quebec, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the

des statuts refondus de la province de Québec Province of Quebec, 1941, and Amendments.
1941 et amendements.

Québec, 7 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
OWEN CARTER.

25 rue St-Louis,
Québec 4, Québec.

35719-41-4

Québec, October 7th., 1953.

OWEN CARTER,
Attorney for Petitioner.

25 St. Louis Street,
Quebec 4, Quebec.

35719-41-4-0

AVIS

LAKE GORDON CLUB INC.

Avis est donné que le règlement spécial "A" a été décrété par les directeurs de "Lake Gordon Club Inc." le 6 octobre 1953, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 7 octobre 1953.

Le Secrétaire,

KENNETH A. WILSON.

35775

NOTICE

LAKE GORDON CLUB INC.

Notice is hereby given that Special By-law "A" was enacted by the Directors of "Lake Gordon Club Inc." on October 6th, 1953, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its Shareholders.

Montreal, October 7th, 1953.

KENNETH A. WILSON,

Secretary.

35775-0

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "St. Luc Yard Credit Union", en date du 16 septembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 septembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

35732-0

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "St. Luc Yard Credit Union" under date September 16, 1953 whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 28, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

35732

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du Syndicat coopératif "R. C. A. Victor Credit Union", en date du 16 septembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 septembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

35731-0

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "R.C. A. Victor Credit Union" under date September 16, 1953 whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 28, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

35731

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le dix-sept août 1953, le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de St-Jérôme de Terrebonne, Inc.", dont la formation a été autorisée le 26 mai 1944, sous le nom originaire de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 11", et dont le siège social est situé à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, en celui de "L'Association des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de la Région de St-Jérôme", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-neuf août 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,

JEAN BRUCHÉSI.

35730-0

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that, on August seventeenth, 1953, the Honourable Provincial Secretary authorized the change of name of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de St-Jérôme de Terrebonne, Inc.", the formation of which had been authorized on May 26, 1944, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 11", and whose head office is situated at Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, into that of "L'Association des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de la Région de St-Jérôme", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of August, 1953.

JEAN BRUCHÉSI.

Under Secretary of the Province.

35730

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Notre Temps Limitée" s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 8e jour d'octobre 1953.

Le Secrétaire de la Compagnie,

35733-o JEAN FILIATRAULT.

AVIS DE REQUÊTE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Torchin Dress Co. Inc.", ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 5 octobre, 1953.

Les Procureurs de la Requête,

STEIN & STEIN.

Ch. 1075 — 1435 St. Alexandre,

35734-o Montréal, Qué.

J. P. LYMBURNER LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "J. P. Lymburner Limited", par les présentes, donne avis qu'elle s'adressera au Procureur général de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Daté ce 30e jour de septembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

E. I. SHAPIRO.

Par: Les Procureurs,

ROSENBERG and SMITH.

44 ouest, rue King,
Toronto, Ontario.

35774

AVIS

LAKE GORDON CLUB INC.

La compagnie "Lake Gordon Club Inc." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, le 7 octobre 1953.

Le Secrétaire,

35775 KENNETH A. WILSON.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Rubtex Backing Ltd.", s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, pour l'annulation d'icelle et la dissolution de la compagnie.

Montréal, Québec, 14 octobre 1953.

L'Avocat de la compagnie,

35776-o ALEXANDER BIEGA.

NOTICE

Notice is hereby given that "Notre Temps Limitee" will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this 8th day of October 1953.

JEAN FILIATRAULT,

35733-o Secretary of the Company.

NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Notice is hereby given that "Torchin Dress Co. Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 5th of October, 1953.

STEIN & STEIN,

Attorneys for Petitioner.

Suite 1075 — 1435 St. Alexander St.,

35734-o Montreal, Que.

J. P. LYMBURNER LIMITED

Under the Quebec Companies Act J. P. Lymburner Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter on and after a date to be fixed by the Attorney-General.

Dated this 30th day of September, 1953.

E. I. SHAPIRO,

Secretary-Treasurer.

By: ROSENBERG and SMITH,

Solicitors.

44 King Street West,
Toronto, Ontario.

35774-o

NOTICE

LAKE GORDON CLUB INC.

"Lake Gordon Club Inc." hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General under the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney-General.

Montreal, October 7th, 1953.

KENNETH A. WILSON,

35775-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "Rubtex Backing Ltd." will make application to the Attorney-General, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter for cancellation and for dissolution of the company.

Montreal, Quebec, October 14, 1953.

ALEXANDER BIEGA,

35776-o Attorney for the company.

INSURANCE EXCHANGE BUILDING LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Insurance Exchange Building Ltd." a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à fin d'annulation.

Montréal, P.Q., 14 octobre 1953.

Le Secrétaire,
M. AURBACH.

35777

INSURANCE EXCHANGE BUILDING LTD.

Notice is hereby given that "Insurance Exchange Building Ltd." intends to make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter for cancellation.

Montreal, P.Q., October 14th, 1953.

M. AURBACH,
Secretary.

35777-o

Département de l'Agriculture
Industrie LaitièreCOMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 52-Sp-IX A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 13 octobre 1953, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, P. D. McArthur, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., avisur Légal.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2° de l'ordonnance N° 52-Sp-IX est modifié en remplaçant, à la fin du premier alinéa dudit article, les mots « nombre de jours compris dans cette période, soit 151 jours » par les mots « nombre 130 ».

2° Le secrétaire est autorisé à publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS,
J.-ALBERT CHARTRAND,
P. D. MCARTHUR, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
35759-o

Department of Agriculture
Dairy IndustryDAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 52-Sp-IX A

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, October 13th, 1953, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, P. D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

It is enacted as follows:

1° Article 2° of Order No. 52-Sp-IX is modified by replacing, at the end of the first paragraph of said article, the words "number of days covered by that period, that is 151 days" by the words "number 130".

2° The Secretary is authorized to publish the present order on the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioners,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
P. D. MCARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
35759-o

Département de l'Instruction publique

N° 1127-53

Québec, le 1er octobre 1953.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire du Village d'Acton-Vale, dans le comté de Bagot, les parties du lot N° 99 du cadastre officiel du Village d'Acton Vale, appartenant à monsieur Doria Massé, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-André, d'Acton, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35685-41-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1126-52

Québec, le 1er septembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Méridi, dans le comté de Matane, le lot N° 66 du rang VI (6)

Department of Education

No. 1127-53

Quebec, October 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Acton-Vale, in the county of Bagot, parts of lot No. 99 of the cadastre of the Village of Acton Vale, belonging to Mr. Doria Massé, to annex them to the school municipality of the parish of St-André of Acton, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
35685-41-2 Superintendent of Education.

No. 1126-52

Quebec, September 1st, 1953.

Application is made to detach from the school territory of Ste-Angèle-de-Méridi, in the county of Matane, lot No. 66 of range VI (6) of the

du canton Fleuriault, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35686-41-2-o O. J. DESAULNIERS.

township Fleuriault, to annex it to the school municipality of Ste-Jeanne-d'Arc, in the county of Matapédia.

O. J. DESAULNIERS,
35686-41-2 Superintendent of Education.

N° 593-53.

Québec, 9 octobre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Mistassini, dans le comté de Roberval, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Dolbeau, même comté:

Les lots 29 à 47 inclusivement, du rang XII, du canton Parent; 29 à 49, du rang XIII, du même canton et les lots 33 à 49, des rangs VIV, XV, et XVI, de ce même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35768-42-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 593-53.

Quebec, October 9, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Michel-de-Mistassini, in the county of Roberval, the territory hereinunder described, to annex it to the school municipality of the town of Dolbeau, same county:

Lots 29 to 47 inclusively, of Range XII, of the township of Parent; 29 to 49, of range XIII, of the same township and lots 33 to 49, of ranges VIV, XV, and XVI, of the same township.

O. J. DESAULNIERS,
35768-42-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle (Rang X Abercrombie) division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 9-A-77 à 9-A-148 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 8 octobre 1953.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35760-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Sainte Adèle (Range X Abercrombie) registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 9-A-77 to 9-A-148 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 8th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35760-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent (Ville Saint-Laurent) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 19-947 à 19-974, 19-978 à 19-1008, 19-1010 à 19-1068, 19-1070 à 19-1121, 242-474 à 242-512, 242-517 à 242-554, 242-560, 242-561, 242-563 à 242-592, 242-603 à 242-629, partie des lots 19-1123, 19-1124, 242-555, 242-556, 242-593 à 242-598, 242-630 à 242-632, 242-646 et 242-647; les lots 242-227 à 242-245 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1953.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35760-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Saint Laurent (Town of Saint Laurent) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 19-947 to 19-974, 19-978 to 19-1008, 19-1010 to 19-1068, 19-1070 to 19-1121, 242-474 to 242-512, 242-517 to 242-554, 242-560, 242-561, 242-563 to 242-592, 242-603 to 242-629, part of lots 19-1123, 19-1124, 242-555, 242-556, 242-593, to 242-598, 242-630 to 242-632, 242-646 and 242-647; lots 242-227 to 242-245 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 7th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35760-o

AVIS

Cadastre officiel du canton de Laffèche (ville de Baie Comeau), division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est, par la présente, donné que les lots 1-601-1, 1-601-2, 1-605-1, 1-605-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35760-o

NOTICE

Official cadastre of township of Laffèche (town of Baie Comeau), registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 1-601-1, 1-601-2, 1-605-1, 1-605-2 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 8, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35760-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges (village Saint-Georges-Ouest), division d'enregistrement de Beauce.

Avis est, par la présente, donné que les lots 67-18, 67-33 à 67-104, incl., 67-108 à 67-124 incl., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35760-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski (ville de Rimouski), division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est, par la présente, donné que les lots 548-1-4, 548-1-5, 548-1-6, 548-1-8, 548-58-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 octobre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

35760-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. George (village of St. George West), registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lots 67-18, 67-33 to 67-104 incl., 67-108 to 67-124 incl., are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 7th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35760-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Germain de Rimouski (town of Rimouski), registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 548-1-4, 548-1-5, 548-1-6, 548-1-8, 548-58-1 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 7, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

35760-o

Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 1296 du 15 décembre 1952, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° A l'article I, le paragraphe "f" sera remplacé par les suivants:

"f-1) Le mot "employeur" désigne toute personne qui tient un salon de barbier, de coiffeur, de coiffeuse ou de beauté et qui retient pour l'exécution des opérations relevant de ces métiers, les services d'un (1) salarié du métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse."

"f-2) Le terme "employeur professionnel" désigne toute personne qui tient un salon de barbier, de coiffeur, de coiffeuse ou de beauté et qui retient pour l'exécution des opérations relevant de ces métiers, les services d'au moins deux (2) salariés du métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse."

2° Au paragraphe "a" de l'article III, l'alinéa intitulé "Zone V" sera remplacé par le suivant:

"Zone V: Tout le territoire non compris dans les quatre premières zones."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 octobre 1953.

35788-o

Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the county of Chicoutimi, rendered obligatory by the decree No. 1296 of December 15, 1952, have submitted to him a petition to amend the said decree, as follows:

1. In section I, subsection "f" will be replaced by the following:

"f-1) The word "employer" means any person who operates a barber shop or hairdressing or beauty parlor and who, for the execution of the operations of such trades, hires the services of one (1) employee of the barber or hairdressing trade."

"f-2) The words "professional employer" mean any person who operates a barber shop or hairdressing or beauty parlor and who, for the execution of the operations of such trades, hires the services of two (2) or more employees of the barber or hairdressing trade."

2. In subsection "a" of section III, the paragraph headed "Zone V" will be replaced by the following:

"Zone V: The entire territory not included in the first four zones."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 17, 1953.

35788-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Larue.....	Henri.....	23	Amqui.....	Université Laval, Québec.

Rimouski, le 8 octobre 1953 — Rimouski, October 8, 1953.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent.
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

35789-0

Proclamation

Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huit novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-trois et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie

à Québec,

35513-37-10-0

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Province of Quebec

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty three and the second year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,

Secretary of the Crown in Chancery,

35513-37-10

at Quebec.

Sièges sociaux

PROGRESSIVE COLOR & CHEMICAL CO.

Avis est donné que la compagnie "Progressive Color & Chemical Co." a établi son siège social à 420 ouest, rue Lagauchetière, en la cité de Montréal, province de Québec.

Signé ce 27ième jour d'août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

LILY BUEHLER.

35778

Head Offices

PROGRESSIVE COLOR & CHEMICAL CO.

Notice is hereby given that "Progressive Color & Chemical Co.", has established its Head Office at 420 Lagauchetière Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Signed this 27th day of August, 1953.

LILY BUEHLER,

Secretary-Treasurer.

35778-0

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Côte St-Paul, N° 3193 des Chevaliers de Colomb", de Montréal, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

(Seeau)

35756-o

LUCIEN PIGEON.
Grand Chevalier,
L. LALONDE.
Secrétaire Archiviste,

OFFICIAL NOTICE

The "Council Côte St-Paul, No. 3193, of the Knights of Columbus," of Montreal, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

(Seal)

35756

LUCIEN PIGEON,
Grand Knight.
L. LALONDE,
Secretary Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Ville St-Pierre, N° 3567 des Chevaliers de Colomb", de Ville St-Pierre, 59-6ième avenue, Ville St. Pierre donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

35757-o

EMILE GAUTHIER.
Grand Chevalier,
JEAN-PAUL PERRON.
Secrétaire Archiviste,

OFFICIAL NOTICE

The "Council of Ville St-Pierre, No. 3567 of the Knights of Columbus," of Ville St-Pierre, 59 — 6th Avenue, Ville St. Pierre, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it will avail itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

35757

EMILE GAUTHIER,
Grand Knight.
JEAN-PAUL PERRON,
Secretary-Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Sorel, No. 1132 des Chevaliers de Colomb", de Sorel, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

35738-o

J. A. PARENTEAU,
Grand Chevalier,
L. M. SMITH,
Secrétaire Archiviste.

OFFICIAL NOTICE

The "Council of Sorel, No. 1132, of the Knights of Columbus", of Sorel, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it will avail itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

35738

J. A. PARENTEAU,
Grand Knight.
L. M. SMITH,
Secretary-Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil St-Paul, No. 3186 des Chevaliers de Colomb", de St-Paul, Co. Montmagny, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

35740-o

ANTONIN NICOLE,
Grand Chevalier.
RÉMI BLAIS,
Secrétaire Archiviste.

PUBLIC NOTICE

The "Council St-Paul, No. 3186, of the Knights of Columbus", of St-Paul, County of Montmagny, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134 Sect. 2a) as from April 22, 1953.

35740

ANTONIN NICOLE,
Grand Knight.
RÉMI BLAIS,
Secretary Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil St-Adelphe, No 2876 des Chevaliers de Colomb", de St-Adelphe, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

35739-o

ÉMILE RICHARD,
Grand Chevalier.
JOS. ST-ARNAUD,
Secrétaire Archiviste.

OFFICIAL NOTICE

The "Council St-Adelphe, No. 2876 of the Knights of Columbus", of St-Adelphe, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

35739

ÉMILE RICHARD,
Grand Knight.
JOS. ST-ARNAUD,
Secretary-Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Manseau, N° 3317 des Chevaliers de Colomb" de Manseau, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

J.-ALFRED SAVOIE,
Grand Chevalier,
GERMAIN LABARRE,
Secrétaire Archiviste,

35766-o

OFFICIAL NOTICE

The "Council Manseau, No. 3317, of the Knights of Columbus", of Manseau, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

J. ALFRED SAVOIE,
Grand Knight,
GERMAIN LABARRE,
Recording Secretary.

35766

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Shawinigan-Falls, No. 1877 des Chevaliers de Colomb", de Shawinigan-Falls, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Y. LABROSSE,
Grand Chevalier,
JACQUES NORMAND,
Secrétaire Archiviste.

35737-o

OFFICIAL NOTICE

The "Council Shawinigan-Falls, No. 1877, of the Knights of Columbus" of Shawinigan Falls, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

Y. LABROSSE,
Grand Knight,
JACQUES NORMAND,
Secretary Recorder.

35737

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Drummond, No. 2174 des Chevaliers de Colomb", de Drummondville, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

HERMANN GAGNON,
Grand Chevalier,
VALENTINO BENVENUTO,
Secrétaire archiviste.

35736-o

OFFICIAL NOTICE

The "Council Drummond, No. 2174, of the Knights of Columbus", of Drummondville, hereby gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

HERMANN GAGNON,
Grand Knight,
VALENTINO BENVENUTO,
Secretary Recorder.

35736

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montreal

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Avis est donné que la compagnie: "Blanchette & Dupuy Ltée", "Blanchette & Dupuy Ltd.", constituée en corporation en date du 10 septembre 1953, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, a établi son bureau au numéro 6866 du Boulevard St Laurent, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 5ième jour de Octobre 1953.

Le Président,

RAOUL BLANCHETTE.

35735-o

Notice is given that the Company "Blanchette & Dupuy Ltée", "Blanchette & Dupuy Ltd.", incorporated September 10, 1953, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at number 6866 St. Lawrence Boulevard, in Montreal.

As from the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this fifth day of October 1953.

RAOUL BLANCHETTE,
President.

35735

Avis est donné que "J. A. Francoeur & Cie Ltée" constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 8 juillet 1953 et ayant son principal siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 5312 de la rue Papineau, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de juillet 1953.

(Seau)
35741-o

Le Président,
J.-A. FRANCOEUR.

Notice is hereby given that "J. A. Francoeur & Cie Ltée" incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act in the 8th of July 1953, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 5312 Papineau St. in the said City of Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 20th day of July 1953.

J. A. FRANCOEUR,
President.

(Seal)
35741-o

Avis est donné que "National Boiler Works Co. Ltd." constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 8 juillet 1953, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 5312 de la rue Papineau, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce seizième jour de juillet 1953.

(Sceau)
35742-o

Le Président,
J.-A. FRANCOEUR.

Notice is hereby given that "National Boiler Works Co. Ltd.", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 8th of July 1953, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 5312 Papineau St. in the said City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 16th day of July 1953.

(Seal)
35742-o J. A. FRANCOEUR,
President.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Paquette Builders Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Secrétaire de la province de Québec, le 15e jour de septembre 1953, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, a établi son bureau à 901 édifice Keefer, 1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P. Q., ce 28e jour de septembre 1953.

Le Président,
35743 CHARLES WILLIAM WRIGHT.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Paquette Builders Service Ltd.", incorporated by Letters Patent issued by the Provincial Secretary of Quebec on the 15th day of September, 1953, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at 901 Keefer Building, 1440 St. Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as its head office.

Dated at Montreal, P. Q., this 28th day of September 1953.

CHARLES WILLIAM WRIGHT,
35743-o President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GIFFARD (Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges-Edgar Girardin, secrétaire-trésorier, 37 rue De Blois, Giffard, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 novembre 1953, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard, comté de Québec, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1954..... x	\$10,500.00
1er septembre 1955..... x	11,000.00
1er septembre 1956..... x	11,500.00
1er septembre 1957.....	2,500.00
1er septembre 1958.....	3,000.00
1er septembre 1959.....	3,000.00
1er septembre 1960.....	3,000.00
1er septembre 1961.....	3,000.00
1er septembre 1962.....	3,500.00
1er septembre 1963.....	3,500.00
1er septembre 1964.....	3,500.00

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GIFFARD (County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Georges-Edgar Girardin, Secretary-Treasurer, 37 De Blois Street, Giffard, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Monday, November 2, 1953, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the Village of Giffard, County of Quebec, dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1954 x	\$10,500.00
September 1st, 1954 x	11,000.00
September 1st, 1954 x	11,500.00
September 1st, 1954	2,500.00
September 1st, 1958	3,000.00
September 1st, 1959	3,000.00
September 1st, 1960	3,000.00
September 1st, 1961	3,000.00
September 1st, 1962	3,500.00
September 1st, 1963	3,500.00
September 1st, 1964	3,500.00

1er septembre 1965	4,000.00
1er septembre 1966	4,000.00
1er septembre 1967	4,000.00
1er septembre 1968	4,500.00
1er septembre 1969	4,500.00
1er septembre 1970	5,000.00
1er septembre 1971	5,000.00
1er septembre 1972	5,500.00
1er septembre 1973	5,500.00

September 1st, 1965	4,000.00
September 1st, 1966	4,000.00
September 1st, 1967	4,000.00
September 1st, 1968	4,500.00
September 1st, 1969	4,500.00
September 1st, 1970	5,000.00
September 1st, 1971	5,000.00
September 1st, 1972	5,500.00
September 1st, 1973	5,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$27,755, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont un de \$9,253 et les deux autres de \$9,251 chacun, de 1954 à 1956 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Giffard, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte partout au Canada.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 2 novembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Académie Ste-Chrétienne, Giffard, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, (Comté de Québec), ce 13 octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

GEORGES-EDGAR GIRARDIN.

37 rue De Blois, Giffard,

(Comté de Québec), P. Q.

35782-0

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE

(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Laberge, directeur des finances, Hôtel de Ville, 1800, rue Saint-Joseph, Lachine, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 novembre 1953, pour l'achat de \$1,230,000.00 d'obligations de la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,230,000.00 —

20 ans

Année	Capital
1er novembre 1954	\$ 29,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$27,755, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$9,253 and the two others of \$9,251, each, from 1954 to 1956 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Giffard, county of Québec.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank anywhere in Canada.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday November 2, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Ste-Chrétienne Academy, Giffard, County of Québec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Giffard, (County of Québec) October 13, 1953.

GEORGES-EDGAR GIRARDIN,

Secretary-Treasurer.

37 De Blois, Giffard,

(County of Québec) P. Q.

35782

Province of Quebec

CITY OF LACHINE

(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Laberge, Director of Finances, City Hall, 1800 St. Joseph Street, Lachine, until 8 o'clock p.m., Monday, November 2, 1953, for the purchase of an issue of \$1,230,000.00 of bonds of the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,230,000.00 —

20 years

Year	Capital
November 1st, 1954	\$ 29,000.00

1er novembre 1955	30,000.00
1er novembre 1956	32,000.00
1er novembre 1957	33,000.00
1er novembre 1958	34,000.00
1er novembre 1959	36,000.00
1er novembre 1960	38,000.00
1er novembre 1961	40,000.00
1er novembre 1962	42,000.00
1er novembre 1963	43,000.00
1er novembre 1964	40,000.00
1er novembre 1965	42,000.00
1er novembre 1966	43,000.00
1er novembre 1967	45,000.00
1er novembre 1968	47,000.00
1er novembre 1969	49,000.00
1er novembre 1970	52,000.00
1er novembre 1971	54,000.00
1er novembre 1972	57,000.00
1er novembre 1973	444,000.00

November 1st, 1955	30,000.00
November 1st, 1956	32,000.00
November 1st, 1957	33,000.00
November 1st, 1958	34,000.00
November 1st, 1959	36,000.00
November 1st, 1960	38,000.00
November 1st, 1961	40,000.00
November 1st, 1962	42,000.00
November 1st, 1963	43,000.00
November 1st, 1964	40,000.00
November 1st, 1965	42,000.00
November 1st, 1966	43,000.00
November 1st, 1967	45,000.00
November 1st, 1968	47,000.00
November 1st, 1969	49,000.00
November 1st, 1970	52,000.00
November 1st, 1971	54,000.00
November 1st, 1972	57,000.00
November 1st, 1973	444,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Lachine, Québec ou Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 novembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Lachine, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine (comté de Jacques-Cartier), ce 14 octobre 1953.

Le Directeur des finances,
RENÉ LABERGE.

Hôtel de Ville,
1800, rue Saint-Joseph, Lachine,
(Comté de Jacques-Cartier), P.Q. 35783-0

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G. Marveau Alexander, secrétaire-trésorier, B.P. 700, Hôtel de Ville, Richmond (Richmond), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 2 novembre 1953, pour l'achat de \$114,000.00 d'obligations de la ville de Richmond, comté de Richmond, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachine, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Lachine, Quebec or Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the account of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 2, 1953, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Lachine, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachine (county of Jacques-Cartier), October 14, 1953.

RENÉ LABERGE,
Director of Finances.

City Hall,
1800 St. Joseph Street, Lachine,
(County of Jacques-Cartier), P.Q. 35783

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. Marveau Alexander, Secretary-Treasurer, P.O. Box 700, Town Hall, Richmond, Co. Richmond, until 8 o'clock p.m., Monday, November 2nd, 1953, for the purchase of an issue of \$114,000.00 of bonds of the Town of Richmond, County of Richmond dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same of the whole issue or it may vary accord-

l'émission ou il peut varier suivant les échéances. ing to maturities. The table of redemption is
Le tableau d'amortissement est le suivant: as follows:

Tableau d'amortissement — \$114,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1954.....	\$3,500.00
1er novembre 1955.....	3,500.00
1er novembre 1956.....	4,500.00
1er novembre 1957.....	4,500.00
1er novembre 1958.....	4,500.00
1er novembre 1959.....	4,500.00
1er novembre 1960.....	5,000.00
1er novembre 1961.....	5,500.00
1er novembre 1962.....	6,000.00
1er novembre 1963.....	6,000.00
1er novembre 1964.....	6,000.00
1er novembre 1965.....	6,500.00
1er novembre 1966.....	7,000.00
1er novembre 1967.....	7,000.00
1er novembre 1968.....	7,500.00
1er novembre 1969.....	4,500.00
1er novembre 1970.....	6,000.00
1er novembre 1971.....	6,000.00
1er novembre 1972.....	7,500.00
1er novembre 1973.....	8,500.00

Table of redemption — \$114,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1954.....	\$3,500.00
November 1st, 1955.....	3,500.00
November 1st, 1956.....	4,500.00
November 1st, 1957.....	4,500.00
November 1st, 1958.....	4,500.00
November 1st, 1959.....	4,500.00
November 1st, 1960.....	5,000.00
November 1st, 1961.....	5,500.00
November 1st, 1962.....	6,000.00
November 1st, 1963.....	6,000.00
November 1st, 1964.....	6,000.00
November 1st, 1965.....	6,500.00
November 1st, 1966.....	7,000.00
November 1st, 1967.....	7,000.00
November 1st, 1968.....	7,500.00
November 1st, 1969.....	4,500.00
November 1st, 1970.....	6,000.00
November 1st, 1971.....	6,000.00
November 1st, 1972.....	7,500.00
November 1st, 1973.....	8,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à un séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 novembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hotel de Ville, Richmond, Cté Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond, (Comté de Richmond), ce 13 octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

G. MARVEAU ALEXANDER.

B.P. 700, Hôtel de Ville,
Richmond, (Cté Richmond), P.Q. 35779-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, Roger Marchand, N.P., secrétaire-trésorier, St-Bruno, Cté Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 3 novembre 1953, pour l'achat de \$75,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on November 2nd, 1953, at 8 o'clock p.m. at the Town Hall, Richmond, Co. Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Richmond, (County of Richmond), this 13th of October, 1953.

G. MARVEAU ALEXANDER,

Secretary-Treasurer.

P.O. Box 700, Town Hall,
Richmond, (Co. Richmond), P.Q. 35779-0.

Province de Québec

PARISH OF ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Marchand, N.P., Secretary-Treasurer, Saint-Bruno, County Chambly, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 3, 1953, for the purchase of an issue of \$75,000.00 of bonds of Saint-Bruno-de-Montarville, County of Chambly, dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary

peut être le même pour toute l'émission ou il according to maturities. The table of redemption peut varier suivant les échéances. Le tableau tion is as follows:
d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$75,000.00—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1954.....	\$1,000.00
1er décembre 1955.....	1,000.00
1er décembre 1956.....	1,000.00
1er décembre 1957.....	1,500.00
1er décembre 1958.....	1,500.00
1er décembre 1959.....	3,000.00
1er décembre 1960.....	3,500.00
1er décembre 1961.....	3,500.00
1er décembre 1962.....	3,500.00
1er décembre 1963.....	4,000.00
1er décembre 1964.....	4,000.00
1er décembre 1965.....	4,500.00
1er décembre 1966.....	4,500.00
1er décembre 1967.....	4,500.00
1er décembre 1968.....	5,000.00
1er décembre 1969.....	5,000.00
1er décembre 1970.....	5,500.00
1er décembre 1971.....	6,000.00
1er décembre 1972.....	6,000.00
1er décembre 1973.....	6,500.00

Table of redemption—\$75,000.00—20 years

Year	Capital
December 1st, 1954.....	\$1,000.00
December 1st, 1955.....	1,000.00
December 1st, 1956.....	1,000.00
December 1st, 1957.....	1,500.00
December 1st, 1958.....	1,500.00
December 1st, 1959.....	3,000.00
December 1st, 1960.....	3,500.00
December 1st, 1961.....	3,500.00
December 1st, 1962.....	3,500.00
December 1st, 1963.....	4,000.00
December 1st, 1964.....	4,000.00
December 1st, 1965.....	4,500.00
December 1st, 1966.....	4,500.00
December 1st, 1967.....	4,500.00
December 1st, 1968.....	5,000.00
December 1st, 1969.....	5,000.00
December 1st, 1970.....	5,500.00
December 1st, 1971.....	6,000.00
December 1st, 1972.....	6,000.00
December 1st, 1973.....	6,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts, courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Bruno, Cte Chamblay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Saint-Bruno, Cte Chamblay.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 3 novembre 1953, à 8 heures p.m., en la salle de l'école, à Saint-Bruno, Cte Chamblay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno, (Comté de Chamblay), ce 14 octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER MARCHAND, N.P.

St-Bruno,
(Chamblay), P.Q.

35784-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Bruno, County of Chamblay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Bruno, County of Chamblay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 3, 1953, at 8 o'clock p.m., at the school hall at St-Bruno, County of Chamblay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno, (County of Chamblay), October 14, 1953.

ROGER MARCHAND, N.P.
Secretary-Treasurer.

St-Bruno,
(Chamblay), P.Q.

35784

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le cinquième jour de novembre 1953, conformément à

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Province of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the fifth day of November, 1953, under authority

la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 25 septembre 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,
G. E. BEGLEY.

35654-40-6

of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., September 25th, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

35654-40-6-o

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 18 novembre 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 6 octobre 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du service des Postes & Bagages,
35714-41-6-o J. E. TWEEDY.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of November 1952, and still remaining unclaimed in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, November 18th, 1953, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, October 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
J. E. TWEEDY,
35714-41-6-o Manager, Mail and baggage traffic.

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, N° 4585. Delle Aloysia Raymond, demanderesse; vs Dame Aloysia Brunelle *et al*, et Armand Têtreault *et al*, mis-en-cause.

LICITATION

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 25 juin 1941, dans une cause dans laquelle demoiselle Aloysia Raymond, fille majeure et usant de ses droits, du village de Lacolle, district d'Iberville, province de Québec, est demanderesse, et dame Aloysia Brunelle, épouse de Francis Raymond, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Clara Brunelle, épouse de Gaspard Moreau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Lena Brunelle, épouse de Arthur Bouchard, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Evelina Brunelle, épouse de Donat Duval, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; Joseph A. Brunelle; Isaïe J. Brunelle; dame Lena Perreault, épouse de I. Lareau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Ella Perreault, épouse de Edm. Tavernier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Alma Perreault, épouse de Leroy Rivard, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Éva Perreault, épouse de Ernest Rivard, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Madeleine Perreault, épouse de Vernon Davis, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; dame Stella Perreault, épouse de A. M. Ménard, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; Preston Perreault; Florence Brunelle, fille majeure et usant de ses droits; dame Henriette Brunelle, épouse de

Sale by Licitaton

Canada, province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 4585. Miss Aloysia Raymond, plaintiff; vs Dame Aloysia Brunelle *et al*, defendants, and Armand Têtreault *et al*, mis-en-cause.

LICITATION

Notice is hereby given you that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in St. John's, district of Iberville, June 25, 1941, in a case in which Miss Aloysia Raymond, spinster and in use of her rights, of the village of Lacolle, district of Iberville, Province of Quebec, is plaintiff, and Dame Aloysia Brunelle, wife of Francis Raymond, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Clara Brunelle, wife of Gaspard Moreau, and the latter, to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Lena Brunelle, wife of Arthur Bouchard, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Evelina Brunelle, wife of Donat Duval, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Joseph A. Brunelle; Isaïe J. Brunelle; Dame Lena Perreault, wife of I. Lareau, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Ella Perreault, wife of Edm. Tavernier, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Alma Perreault, wife of Leroy Rivard, and the latter to authorize his wife for the purposes of these present, inasmuch as need be; Dame Éva Perreault, wife of Ernest Rivard, and the latter to authorize his wife for the purposes of these present, inasmuch as need be; Dame Madeleine Perreault, wife of Vernon Davis, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Dame Stella Perreault, wife of A. M. Ménard, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; Preston Perreault; Florence Brunelle, spinster and in use of her rights; Dame Henriette Brunelle, wife of

Elmer L. Butler, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en autant que besoin est; tous, en leur qualité d'héritiers de feu dame Parmélia Brunelle, en son vivant épouse de Moïse Duquette, de Lacolle, district d'Iberville, province de Québec, également décédé, tous de lieux inconnus, sont défendeurs, et Armand Tétreault, chauffeur, du village de Lacolle, district d'Iberville, en sa qualité de curateur à la substitution créée par dame Parmélia Brunelle, et M. l'abbé Alcide Gareau, prêtre-cure, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, district d'Iberville, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire au testament de feu Moïse Duquette, sont mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a) Un morceau de terre contenant environ dix-neuf arpents en superficie, connu sous les numéros cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent (Nos 197 et 200) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, et la moitié indivise d'un morceau de terre faisant partie du lot numéro deux cent un (N° 201) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, contenant cent quinze pieds de largeur, du nord au sud, mesure anglaise, sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, borné à l'ouest par le chemin public, au nord par le lot numéro deux cent dudit cadastre, à l'est par partie dudit lot numéro deux cent un, appartenant à Frédéric Brault, et au sud par partie dudit lot numéro deux cent un, appartenant à Napoléon Giroux;

b) Un emplacement connu sous le numéro cent vingt-quatre (N° 124) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Bernard de Lacolle, avec bâtisses y érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUIT NOVEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, ou devant le protonotaire de la Cour supérieure dudit district, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Saint-Jean, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jean, 13 octobre 1953.

Le Procureur de la défenderesse,

Dame Léna Brunelle,
STANISLAS POULIN.

35787-42-2-o

Elmer L. Butler, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, inasmuch as need be; all in their quality of heirs of the late Dame Parmélia Brunelle, in her lifetime, wife of Moïse Duquette, of Lacolle, district of Iberville, Province of Quebec, also deceased, all of unknown places, are defendants, and Armand Tétreault, chauffeur, of the village of Lacolle, district of Iberville, in his quality of curator to the substitution created by Dame Parmélia Brunelle, and the Rev. Father Alcide Gareau, priest-pastor, of the parish of St. Hubert, county of Chambly, district of Iberville, in his quality of testamentary-executor to the will of the late Moïse Duquette are mis-en-cause, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

a) A parcel of land containing about nineteen arpents in superficial area, known under the numbers one hundred and ninety-seven and two hundred (Nos. 197 and 200) of the official cadastre of the parish of St. Bernard de Lacolle, and the undivided half of a parcel of land forming part of lot number two hundred and one (No. 201) of the official cadastre of the parish of St. Bernard de Lacolle, containing one hundred and fifteen feet in width from north to south, English measure, by an arpent and one half in depth, more or less, bounded on the west, by the public highway, on the north, by lot number two hundred of the said cadastre, on the east, by part of the said lot number two hundred and one, belonging to Frédéric Brault, and on the south, by part of the said lot number two hundred and one, belonging to Napoléon Giroux;

b) An emplacement known under number one hundred and twenty-four (No. 124) of the official cadastre of the parish of St. Bernard de Lacolle, with buildings thereon erected.

The immovables hereinabove designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on NOVEMBER EIGHTEENTH, 1953, at TEN (10) o'clock in the forenoon, Sitting the Court, or before the prothonotary of the Superior Court of the said district, in the Court Room of the Court House of the city of St. John's, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated, they will be foreclosed from so doing.

St. John's, October 13, 1953.

STANISLAS POULIN,
Attorney for the defendant,
Dame Léna Brunelle.

35787-42-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Province de Québec — District de Beauharnois
Cour Supérieure, { DAME JANET MAE
No. 287565. { -MACFARLANE, de-
manderesse; vs LES HÉRIT-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Province of Quebec — District of Beauharnois
Superior Court, { DAME JANET MAE
No. 287565. { -MACFARLANE, plain-
tiff; vs THE HEIRS OF THE

TIERS DE FEU ANDREW WILSON, en son vivant du canton d'Elgin (Glenelm), district de Beauharnois, province de Québec, défendeurs.

La propriété immobilière connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Elgin sous le No 4b du troisième rang dudit canton, contenant environ 110 acres en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées appartenant à feu Andrew Wilson.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, **VENDREDI**, le **TRENTIÈME** jour d'**OCTOBRE** 1953, à **DIX** heures du matin, (Heure solaire).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **HORACE VIAU**,
Valleyfield, 17 septembre 1953. 35587-39-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { **DAME ROSE IDA BER-**
N° 4513. { **GER**, demanderesse; vs
{ **JEAN PAUL MESSIER**, dé-
fendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Un certain terrain situé au village de Clarenceville dit district, mesurant cent pieds de largeur du nord au sud par deux cents pieds de profondeur de l'est à l'ouest, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Clarenceville, sous le lot numéro quatre cent quarante sept (N° 447); avec les bâtisses dessus construites et les droits, circonstances et dépendances y appartenant."

Ledit immeuble est aussi connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Clarenceville dans le comté de Missisquoi, comme suit:

"Étant une partie de l'avant du lot numéro dix-sept de la 5ième concession de Foucault. Bornée au nord par le N° 446, au sud par le lot numéro seize de ladite 5ième concession, à l'est par la rue South et à l'ouest par l'extrémité ouest dudit lot. Étant deux cents pieds de profondeur par cent pieds de largeur et contenant soixante-treize perches et deux dixièmes en superficie."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Georges de Clarenceville, le **VINGT-NEUVIÈME** jour du mois d'**OCTOBRE** 1953, à **UNE ET TRENTE** heure de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **A. ST-MARTIN**,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 17 septembre 1953.
35588-39-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { **ALVA McCALLUM**,
N° 9237 { de Barachois, comté
{ Gaspé, demandeur, vs
ERNEST MABÉ, de "Corner of the Beach",
comté de Gaspé, défendeur.

Un certain morceau ou parcelle de terrain situé à "Corner of the Beach", comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé comme étant le lot numéro 604 du premier rang du canton de Percé et borné au nord par Elias Mabé, au sud par Gabriel LeBlanc, à l'est par les eaux du Golfe St-Laurent et à l'ouest par le deuxième

LATE ANDREW WILSON, in his life time of the Township of Elgin, (Glenelm) district of Beauharnois, Province of Quebec, defendant.

The immovable property known and designated on the official plan and book of reference of the township of Elgin under No. 4b in the third range of the said township, containing about 110 acres in superficies more or less, with all the buildings thereon erected, belonging to the late Andrew Wilson.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Joseph of Huntingdon, county of Huntingdon, district of Beauharnois, **FRIDAY** the **THIRTIETH** day of **OCTOBER**, 1953, at **TEN** o'clock in the forenoon, (Standard time).

HORACE VIAU,
Sheriff.

Sheriff Office,
Valleyfield, 17, September, 1953. 35587-39-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { **DAME ROSE IDA BER-**
No. 4513. { **GER**, plaintiff; vs **JEAN**
{ **PAUL MESSIER**, defendant.

As belonging to the defendant.

"A certain piece of land situate in the village of Clarenceville of said district, measuring one hundred feet in width from north to south by two hundred feet in depth from east to west, and known on the official plan and book of reference of the said village of Clarenceville, as lot number four hundred and forty-seven (No. 447); with building erected thereon, and rights, circumstances and dependencies belonging thereto."

The said property is also known on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Clarenceville in the county of Missisquoi, as follows:

"Being part of the front of Lot number seventeen in the 5th Concession of Foucault. Bounded on the North by No. 446, on the South by lot number sixteen in the said 5th Concession, on the East by South Street, and West by the west end of said Lot. Being two hundred feet deep by one hundred feet in breadth, and containing seventy-three rods and two tenths in superficies."

To be sold at the Catholic church door of St. Georges de Clarenceville the **TWENTY-NINTH** day of the month of **OCTOBER** 1953, at **ONE THIRTY** o'clock in the afternoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que. September 17, 1953.
35588-39-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { **ALVA McCALLUM**,
No. 9237. { of Barachois county
{ Gaspé, Plaintiff, vs **ER-**
NEST MABÉ, of Corner of the Beach, County
of Gaspé, Defendant.

A certain piece or parcel of land, situate at Corner of the Beach, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Percé, as lot number 604, of the first range of the Township of Percé and bounded on the North by Elias Mabé, on the South by Gabriel LeBlanc, on the East by the waters of the Gulf of St.

me rang, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cannes de Roches, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Perce P. Q., 17 septembre 1953. 35597-39-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal
Montréal, à savoir: ROLLAND BASTIEN.
N° 275575. { demandeur, vs ALBERT
GAUTHIER, défendeur.

Un emplacement situé sur le coin sud-ouest des rues Lévis et Joliet, en la ville de Montréal-Sud, connu et désigné comme étant la subdivision 178 du lot originaire du lot N° 155 (155-178) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, mesurant 50 pieds de largeur par 127 en profondeur, avec toutes les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 742 de la rue Joliet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St. Georges de Montréal-Sud, le VINGT NOVEMBRE 1953, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 10 octobre 1953 35752-42-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: J. ACHILLE JOLI-COEUR
N° 71,052. { avocat, de la Cité de
Québec, contre J. ALBERT
FORTIN, de La Tuque, temporairement à Charle-

lemagne, Comté de l'Assomption, à savoir:
Les subdivisions N° 493 et 494 (quatre cent quatre-vingt-treize et quatre cent quatre-vingt-quatorze) du lot N° 28 (vingt-huit) étant des emplacements situés dans le 1er rang du canton Mailhot, ville de La Tuque, comté de Laviolette, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Zéphirin de la Ville de La Tuque, comté de Laviolette, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 29 septembre 1953. 35651-40-2-o
[Première insertion: 3 octobre 1953.]
[Deuxième insertion: 17 octobre 1953.]

Fieri Facias
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, GARAGE J. R. PLOURDE
N° 8214. { LTÉE, corps social et
politique ayant un siège d'affaires à Victoriaville; contre LÉOPOLD BERGERON, contracteur, domicilié à 217 rue St-Victorien, comté de Québec, à savoir:

1° La subdivision N° 15 (quinze) du lot N° 645 (six cent quarante-cinq) et la subdivision N° 19 (dix-neuf) du lot N° 655 (six cent cinquante-cinq) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé sur le

Lawrence and on the West by the second range, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Parochial church door of Cannes de Roches on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER 1953 at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office,
Perce P. Q. September 17, 1953. 35597-39-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal
Montreal to wit: ROLLAND BASTIEN
No. 275575. { Plaintiff, vs ALBERT
GAUTHIER, Defendant.

An emplacement situate on the southwest corner of Levis and Joliet Streets, in the town of Montreal-South, known and designated as being subdivision 178 of the original lot of lot No 155 (155-178) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, measuring 50 feet in width by 127 in depth, with all the buildings thereon erected bearing the civic number 742 Joliet Street.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Georges of Montreal-South, NOVEMBER TWENTIETH, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, October 10, 1953. 35752-42-2

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: J. ACHILLE JOLICOEUR,
No. 71,052. { advocate, of the City of
Québec, against J. ALBERT
FORTIN, of La Tuque, temporarily at Charle-

lemagne, County of l'Assomption, to wit:
Subdivisions Nos. 493 and 494 (four hundred and ninety-three and four hundred and ninety-four) of lot No. 28 (twenty-eight) being emplacements situate in the 1st range of Mailhot Township, town of La Tuque, county of Laviolette, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Zephirin of the Town of La Tuque, county of Laviolette, the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office,
Québec, September 29, 1953. 35651-40-2
[First insertion: October 3, 1953.]
[Second insertion: October 17, 1953.]

Fieri Facias
District of Arthabaska

Superior Court, GARAGE J. R. PLOURDE
No. 8214. { LTÉE, a body politic
(and corporate having a business office at Victoriaville; vs LÉOPOLD BERGERON, contractor, residing at 217 St-Victorien Street, Québec, county, to wit:

1. Subdivision No. 15 (fifteen) of lot No. 645 (six hundred and forty-five) and subdivision No. 19 (nineteen) of lot No. 655 (six hundred and fifty-five) of the official cadastre of the parish of Beauport, an emplacement situate on the south

côté sud de la rue St-Victorien, village de Giffard, comté de Québec, de forme irrégulière mesurant quatre-vingt pieds et neuf dixièmes (80.9') de largeur vers le nord, le long de la rue Saint-Victorien et onze pieds et neuf dixièmes (11.9') en arrière vers le sud sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds (83') du côté ouest et de cent-un pieds (101') du côté est, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie de la subdivision N° 40 (quarante) du lot No 639 (six cent trente-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, étant un emplacement de forme irrégulière, ayant dix pieds (10') de largeur dans sa ligne nord à commencer d'intersection du lot N° 645, trente-cinq pieds (35') dans sa ligne est jusqu'au point d'intersection entre les lots 645 et 639-40, et quarante-six pieds (46') dans sa ligne ouest.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Québec, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Québec, 14 octobre 1953. AIMÉ DION.
[Première insertion: 17 octobre 1953] 35780-52-2-o
[Deuxième insertion: 31 octobre 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { OMER MARCHAND,
N° 3052. { commercant de St. Bruno de Guigues, District de Témiscamingue, demandeur, vs DAME EVA BERTRAND veuve de feu Alphonse Leblanc, autrefois cultivateur de Montbeillard dans le district de Rouyn-Noranda, maintenant de Noranda, district de Rouyn-Noranda, défenderesse.

Une ferme à Montbeillard composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros onze dans le sixième rang et six dans le septième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Montbeillard (N° 11, Rg. 6, & 6 Rg 7, Montbeillard), contenant respectivement cinquante acres en superficie plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, mais à distraire toutefois du lot No. 11 Rang 6, les deux immeubles de 50 pieds de large par 100 pieds de profondeur et 200 pieds de large par 100 pieds de profondeur, décrits aux actes enregistrés au Bureau d'enregistrement à Ville-Marie, sous les numéros 37345 et 36189.

Pour être vendus, suivant le jugement de l'Honorable Eugène Marquis, J.C.S., rendu le 16 septembre 1953, à la porte de l'Eglise de St-Augustin de Montbeillard, P.Q., le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rouyn, le 17 septembre 1953. J. H. CHARBONNEAU.
[1ère insertion le 26 septembre 1953] 35590-39-2-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de L'Échiquier { L A REINE, LOI DE
du Canada. { L'IMPÔT SUR LE
N° 61865-69086. { VENU ET SES AMEN-
DEMENTS, demanderesse, vs GABRIEL MORA, des cité et district de Montréal, défendeur.

side of St-Victorien Street, village of Giffard, Quebec county, of irregular shape measuring eighty feet and nine tenths (80.9') in width northwards, along St-Victorien Street, and eleven feet and nine tenths (11.9') in the rear southwards, with a depth of eighty-three feet (83') westwards and one hundred and one feet (101') eastwards, the whole more or less, English measure, with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. Part of subdivision No. 40 (forty) of lot No. 639 (six hundred and thirty-nine) of the official cadastre for the parish of Beauport, an emplacement of irregular shape, measuring ten feet (10') in width on its north line commencing at the intersection of lot No. 645, thirty-five feet (35') on its east line as far as the point of intersection between lots 645 and 639-40, and forty-six feet (46') on its west line.

To be sold at the Registry office of the Court House, in Quebec, the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, AIMÉ DION,
Quebec, October 14, 1953. Sheriff.
[First insertion: October 17, 1953] 35780-42-2
[Second insertion: October 31, 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { OMER MARCHAND,
No. 3052. { dealer of St. Bruno de Guigues, District of Temiscamingue, Plaintiff, vs DAME EVA BERTRAND, widow of late Alphonse Leblanc, formerly farmer of Montbeillard in the district of Rouyn-Noranda, and now of Noranda, district of Rouyn-Noranda, Defendant.

A farm at Montbeillard, composed of lots of land known and designated under numbers eleven in the sixth range and six in the seventh range in the official plan and book of reference for the township of Montbeillard (Nos 11 Rg 6, & 6 Rg 7, Montbeillard), containing respectively fifty acres in surface, more or less, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, but to distract however from lot No. 11 Range 6, the two immovables of 50 feet wide by 100 feet long, and 200 feet wide by 100 feet long, described in the acts registered at the Registry Office, at Ville-Marie, under numbers 37345 and 36189.

To be sold, according to the Judgment of Honourable Eugène Marquis, J.S.C., rendered on September 16th 1953, at the church door of St. Augustin de Montbeillard, P. Q. the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU,
Rouyn, September 17th, 1953. Sheriff.
[1st insertion, September 26th, 1953.] 35590-39-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Exchequer Court { L HE QUEEN, INCOME
of Canada, { TAX ACT AND
No. 61865-69086. { AMENDMENTS, Plaintiff,
vs GABRIEL MORA, of the city and district of Montreal, defendant.

Un terrain situé en la paroisse de St-Faustin dans le Comté de Terrebonne dans le septième rang du canton Wolfe, pris à même le lot numéro sept (7) du cadastre officiel du Canton Wolfe, borné au sud par un chemin de trente pieds de largeur servant de chemin de sortie à tous les propriétaires de terrains au Lac Nantel, au nord par les terrains appartenant à Louis Tarlo, madame Joseph Zack, et S. H. Clarke à l'ouest par le lot huit du même rang et à l'est par le lot six du même rang.

Sous la réserve d'un droit de passage à pied seulement sur une lisière de dix pieds de largeur dudit lot sept longeant la ligne du lot huit, à partir du chemin de sortie jusqu'au terrain de Louis Tarlo.

Ce droit de passage a été réservé pour l'utilité du terrain de Louis Tarlo, contigu à la ligne nord du terrain susdécrit.

Un terrain situé dans le septième rang canton Wolfe, pris à même le lot de terre numéro six (P. 6) du cadastre officiel dudit canton, borné au nord par le lot 6-1 appartenant à S. H. Clarke, au sud par le chemin de sortie, à l'est par le prolongement vers le sud de la ligne est dudit lot 6-1, et à l'ouest par la partie susdécrite du lot 7 du même rang;

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes y attachées, et spécialement avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans le chemin longeant la ligne sud du terrain vendu et traversant les lots six et sept du septième rang du canton Wolfe, ainsi que les lots, cinq, six et sept du sixième rang dudit canton et donnant accès du chemin du Roi.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Faustin, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 8 octobre 1953. 35753-42-2-o

Le Shérif,

A piece of land situate in the parish of St. Faustin in the county of Terrebonne, Range seventh of the township of Wolfe, a part of lot number seven (7) of the official cadastre of the township of Wolfe, bounded to the south by a road thirty feet in width serving as an exit for all the land proprietors of Lake Nantel, to the north by land owned by Louis Tarlo, Mrs Joseph Zack, and S. H. Clarke, to the west by lot eight of the same Range and to the east by lot six, same Range.

Subject to a right-of-way for pedestrians only, a strip of land ten feet wide of said lot seven bordering the line of lot eight, extending from the road of exit as far as the land of Louis Tarlo.

This right-of-way has been reserved to service the land of Louis Tarlo, adjoining the northern line of the land hereinabove described.

A piece of land situate in Range Seven of the township of Wolfe, part of lot number six (P. 6) of the official cadastre of said township, bounded to the north by lot 6-1 owned by S. H. Clarke, to the south by the road of exit, to the east by the extension southwards of the east line of said lot 6-1, and to the west by the part hereinabove described of lot 7 of the same Range;

As the whole actually stands, with servitudes attached thereto, and especially with right of way in common with all others having right thereto, the road bordering the south line of the land sold and crossing lots six and seven, of Range seven of the township of Wolfe, as well as lots, five, six and seven of Range six of said township with access to King's highway.

To be sold at the Catholic church door of the parish of St. Faustin, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER 1953 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, this October 8th, 1953. 35753-42-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 42

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Blais vs Pagé.....	3097
Brodeur vs Labbé.....	3096
Gorry vs Poirier.....	3097
Hamelin vs Nantel.....	3096
Mercier vs Tremblay.....	3096

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3097

AVIS DIVERS:

Caisse Populaire de Vallée Jonction (Changement de nom).....	3097
Christian Assembly (Demande d'incorporation).....	3097
Drapeau Frères Ltée (Directeurs).....	3097
Lake Gordon Club Inc. (Dist. de l'actif).....	3098
L'Association des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de la Région de St-Jérôme (Changement de nom).....	3098
R.C.A. Victor Credit Union (Fonda- tion).....	3098
St. Luc Yard Credit Union (Fonda- tion).....	3098

Index of the Quebec Official Gazette, No. 42

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Blais vs Pagé.....	3097
Brodeur vs Labbé.....	3096
Gorry vs Poirier.....	3097
Hamelin vs Nantel.....	3096
Mercier vs Tremblay.....	3096

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3097

MISCELLANEOUS NOTICES:

Caisse Populaire de Vallée Jonction (Change of name).....	3097
Christian Assembly (Application for incorporation).....	3097
Drapeau Frères Ltée (Directors).....	3097
Lake Gordon Club Inc. (Dist. of the assets).....	3098
L'Association des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de la Région de St-Jérôme (Change of name).....	3098
R.C.A. Victor Credit Union (Founda- tion).....	3098
St. Luc Yard Credit Union (Founda- tion).....	3098

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront
présentés pendant la prochaine session 3019

CHARTES — ABANDON DE:

Insurance Exchange Building Ltd. 3100
J. P. Lymburner Limited. 3099
Lake Gordon Club Inc. 3099
Notre Temps Limitée. 3099
Rubtex Backing Ltd. 3099
Torchin Dress Co. Inc. 3093

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Baie d'Urfée, ville de. 3093
Beaconsfield, ville de. 3094
Brien, René. 3094
Charpentier, Jean-Jacques-Armand. 3094
Cléroux, Succession Georges. 3094
Congrégation des Sœurs du Saint-
Enfant Jésus. 3023
Coderre, Mgr Gérard-Marie. 3023
Crédit Foncier Franco-Canadien. 3089
Dion, Alexandre *et al.* 3092
Fabrique de la paroisse Notre-Dame de
Montréal. 3023
Gazdik, Julian Gabriel. 3026
Kemp, Dame Hazel. 3026
La Chambre des Courtiers en Immeu-
bles de la Province de Québec. 3024
La Congrégation des Petites Sœurs des
Pauvres de Montréal. 3024
Les Missionnaires de la Compagnie de
Marie. 3025
L'Institut des Frères de Saint-Gabriel
au Canada. 3023
Labonté, Succession Dame Céline. 3095
La Chaîne Coopérative du Saguenay. 3093
Lachine, cité de. 3095
La Congrégation des Missionnaires Fils
du Cœur Immaculé de Marie (Pères
Clarétiens). 3092
Mason, Succession Dame Katherine
Emilie. 3089
Masson, Succession Hon. Joseph. 3026
Matane, ville de. 3025
Mateesco, Nicolas. 3090
Mont-Joli, ville de. 3096
Poulin, Joseph. 3025
Rimouski, ville de. 3024
Sept-Iles, commissaires d'écoles de la
ville de. 3022
Ste-Monique, corporation de *et al.* 3024
Ste-Thérèse, commissaires d'écoles de la
ville de. 3022
St-Pierre de Joliette, syndics de la pa-
roisse de. 3022
Sœurs de St-Joseph de St-Hyacinthe. 3091
St-Jérôme, cité de. 3090
St-Joseph-de-Beauce, commissaires d'é-
coles du village de. 3092
St-Joseph de la Rivière des Prairies,
paroisse de. 3091
The Montreal Protestant House of In-
dustry and Refuge. 3095
Urwin, John. 3091
Wilson, George Silcock. 3093

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 52-Sp-IX-A. 3100

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be intro-
duced during the coming session. 3019

CHARTERS — SURRENDER OF:

Insurance Exchange Building Ltd. 3100
J. P. Lymburner Limited. 3099
Lake Gordon Club Inc. 3099
Notre Temps Limitée. 3099
Rubtex Backing Ltd. 3099
Torchin Dress Co. Inc. 3093

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Baie d'Urfée, town of. 3093
Beaconsfield, town of. 3094
Brien, René. 3094
Charpentier, Jean-Jacques-Armand. 3094
Cléroux, Estate of Georges. 3094
Congrégation des Sœurs du Saint-
Enfant Jésus. 3023
Coderre, Mgr Gérard-Marie. 3023
Crédit Foncier Franco-Canadien. 3089
Dion, Alexandre *et al.* 3092
Fabric of the parish of Notre Dame of
Montreal. 3023
Gazdik, Julian Gabriel. 3026
Kemp, Dame Hazel. 3026
La Chambre des Courtiers en Immeu-
bles de la Province de Québec. 3024
La Congrégation des Petites Sœurs des
Pauvres de Montréal. 3024
Les Missionnaires de la Compagnie de
Marie. 3025
L'Institut des Frères de Saint-Gabriel
au Canada. 3023
Labonté, Estate of Dame Céline. 3095
La Chaîne Coopérative du Saguenay. 3093
Lachine, city of. 3095
The Congregation of Missionary Sons
of the Immaculate Heart of Mary
(Claretian Fathers). 3092
Mason, Estate of Dame Katherine
Emilie. 3089
Masson, Estate of Hon. Joseph. 3026
Matane, town of. 3025
Mateesco, Nicolas. 3090
Mont-Joli, town of. 3096
Poulin, Joseph. 3025
Rimouski, town of. 3024
Sept-Iles, School Commissioners of the
town of. 3022
Ste-Monique, Corporation of *et al.* 3024
Ste-Thérèse, School Commissioners of
the town of. 3022
St-Pierre de Joliette, trustees of the
parish of. 3022
Sisters of St-Joseph of St-Hyacinthe. 3091
St-Jérôme, city of. 3090
St-Joseph-de-Beauce, School Commis-
sioners of the village of. 3092
St-Joseph de la Rivière des Prairies,
parish of. 3091
The Montreal Protestant House of In-
dustry and Refuge. 3095
Urwin, John. 3091
Wilson, George Silcock. 3093

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 52-Sp-IX-A. 3100

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Acton-Vale, village de	3100
Ste-Angèle-de-Méridi	3100
St-Michel-de-Mistassini	3101

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Lafèche, canton de	3101
Ste-Adèle, paroisse de	3101
St-Georges, paroisse de	3102
St-Germain de Rimouski, paroisse de	3102
St-Laurent, paroisse de	3101

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Chicoutimi (Modification)	3102
---	------

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit	3103
--------------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Alphonse Devost Inc. M	3058
Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal ...	3059
Benneil Realty Co.	3059
Blanchette & Dupuy Ltée — Blanchette & Dupuy Ltd.	3059
Bon & Bar Motors Ltd.	3060
Canadian Office Machine Service Inc. ...	3060
Carrière Grand'Mère Limitée	3060
Club de Golf du Lac St-Joseph Inc.	3061
Comel Limited	4061
Cosmopolitan House Furnishing Ltd. ...	3062
Edgar Nault Inc.	3062
Edor Textiles Ltd.	3062
Fairing Outfitting Incorporated	3062
Fisher Bros. Packaging Inc.	3063
Flomen Electric Co. Ltd.	3063
Hercules Development Corporation ...	3064
Hudson Realities Corporation Ltd.	3064
Island Homes Inc.	3064
J. A. Bertrand & Fils Ltée	3065
J. C. Kaufmann & Co. Ltd.	3065
J. E. Therrien Inc.	3065
La Délicieuse Limitée — Delicious Food Products Limited	3066
Larry Ltd.	3066
Leader Holdings Inc.	3067
Les Fourrures Radisson Ltée — Radisson Furs Ltd.	3067
Lithographers' Plate-Making Company (Lipco)	3067
Mendelson's Investment Corp.	3068
Merman Corporation	3068
Metal Baling Co. Ltd.	3068
Metropole Amusement Ltd.	3069
Mme Paul-E. Paquet Inc.	3069
Morin & Plante Cie Ltée	3069
Paquette Builders Service Ltd.	3070
Paris Foundries Inc.	3070
Progressive Holdings Inc.	3070
Quebec Construction Inc.	3071
Soulanges Paving Limited — Soulanges Paving Limitée	3071
S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.	3071
Standard Printing Co. Ltd.	3072
Sun Metals Limited	3072
Telebright Securities Inc.	3072
The Harpell Foundation, Inc.	3073
Tony Dry Cleaners Company Limited. ...	3073
Transport Central Ltée	3074

EDUCATION:

School Municipality of:

Acton-Vale, village of	3100
Ste-Angèle-de-Méridi	3100
St-Michel-de-Mistassini	3101

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Lafèche, township of	3101
Ste-Adèle, parish of	3101
St-Georges, parish of	3102
St-Germain de Rimouski, parish of	3102
St-Laurent, parish of	3101

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barber and hairdressing in the county of Chicoutimi (Amendment)	3102
---	------

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law	3103
--	------

LETTERS PATENT:

Alphonse Devost Inc.	3058
Association des Anciens de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal ...	3059
Benneil Realty Co.	3059
Blanchette & Dupuy Ltée — Blanchette & Dupuy Ltd.	3059
Bon & Bar Motors Ltd.	3060
Canadian Office Machine Service Inc. ...	3060
Carrière Grand'Mère Limitée	3060
Club de Golf du Lac St-Joseph Inc.	3061
Comel Limited	4061
Cosmopolitan House Furnishing Ltd. ...	3062
Edgar Nault Inc.	3062
Edor Textiles Ltd.	3062
Fairing Outfitting Incorporated	3062
Fisher Bros. Packaging Inc.	3063
Flomen Electric Co. Ltd.	3063
Hercules Development Corporation ...	3064
Hudson Realities Corporation Ltd.	3064
Island Homes Inc.	3064
J. A. Bertrand & Fils Ltée	3065
J. C. Kaufmann & Co. Ltd.	3065
J. E. Therrien Inc.	3065
La Délicieuse Limitée — Delicious Food Products Limited	3066
Larry Ltd.	3066
Leader Holdings Inc.	3067
Les Fourrures Radisson Ltée — Radisson Furs Ltd.	3067
Lithographers' Plate-Making Company (Lipco)	3067
Mendelson's Investment Corp.	3068
Merman Corporation	3068
Metal Baling Co. Ltd.	3068
Metropole Amusement Ltd.	3069
Mme Paul-E. Paquet Inc.	3069
Morin & Plante Cie Ltée	3069
Paquette Builders Service Ltd.	3070
Paris Foundries Inc.	3070
Progressive Holdings Inc.	3070
Quebec Construction Inc.	3071
Soulanges Paving Limited — Soulanges Paving Limitée	3071
S. S. & N. A. Cayne Insurance Agencies Ltd.	3071
Standard Printing Co. Ltd.	3072
Sun Metals Limited	3072
Telebright Securities Inc.	3072
The Harpell Foundation, Inc.	3073
Tony Dry Cleaners Company Limited. ...	3073
Transport Central Ltée	3074

Union Securities Ltd.....	3074	Union Securities Ltd.....	3074
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Accessories Manufacturers, Limited....	3074	Accessories Manufacturers, Limited....	3074
Alexander Building Corporation.....	3075	Alexander Building Corporation.....	3075
Axal Corp.....	3075	Axal Corp.....	3075
Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation....	3075	Corporation de Placement Adanac — Adanac Investment Corporation....	3075
Dorval Automobile Transport Ltd....	3075	Dorval Automobile Transport Ltd....	3075
Highway Transport Limited.....	3076	Highway Transport Limited.....	3076
LaSalle Clothes Ltd.....	3076	LaSalle Clothes Ltd.....	3076
Macdonald Tobacco Company Incorporated.....	3076	Macdonald Tobacco Company Incorporated.....	3076
Montreal Industrial Land Company Limited.....	3076	Montreal Industrial Land Company Limited.....	3076
New Inco Mines Ltd.....	3077	New Inco Mines Ltd.....	3077
Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited.....	3077	Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited.....	3077
Quebec Hockey League Inc.....	3077	Quebec Hockey League Inc.....	3077
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3103	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	3103
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Blanchette & Dupuy Ltée — Blanchette & Dupuy Ltd.....	3105	Blanchette & Dupuy Ltée — Blanchette & Dupuy Ltd.....	3105
Chevaliers de Colomb:		Knights of Columbus:	
Conseil Côte St-Paul, N° 3193.....	3104	Council Côte St-Paul, No. 3193.....	3104
Conseil Drummond, N° 2174.....	3105	Council Drummond, No. 2174.....	3105
Vonseil Manseau, N° 3317.....	3105	Council Manseau, No. 3317.....	3105
Conseil Shawinigan-Falls, N° 1877..	3105	Council Shawinigan-Falls, No. 1877..	3105
Conseil Sorel, N° 1132.....	3104	Council Sorel, No. 1132.....	3104
Conseil St-Adelphe, N° 2876.....	3104	Council St-Adelphe, No. 2876.....	3104
Conseil St-Paul, N° 3186.....	3104	Council St-Paul, No. 3186.....	3104
Conseil Ville St-Pierre, N° 3567.....	3104	Council Ville St-Pierre, No. 3567.....	3104
J. A. Francœur & Cie Ltée.....	3105	J. A. Francœur & Cie Ltée.....	3105
National Boiler Works Co. Ltd.....	3106	National Boiler Works Co. Ltd.....	3106
Paquette Builders Service Ltd.....	3106	Paquette Builders Service Ltd.....	3106
Progressive Color & Chemical Co.....	3103	Progressive Color & Chemical Co.....	3103
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Giffard, commissaires d'écoles du village de.....	3106	Giffard, School Commissioners of the village of.....	3106
Lachine, cité de.....	3107	Lachine, city of.....	3107
Richmond, ville de.....	3108	Richmond, town of.....	3108
St-Bruno-de-Montarville, paroisse de..	3109	St-Bruno-de-Montarville, parish of....	3109
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company ...	3110	Canadian Pacific Express Company ...	3110
Canadian Pacific Railway Company...	3111	Canadian Pacific Railway Company...	3111
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Raymond vs Brunelle <i>et al.</i>	3111	Raymond vs Brunelle <i>et al.</i>	3111
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Hull, cité de.....	3082	Hull, city of.....	3082
Montréal, cité de.....	3078	Montreal, city of.....	3078
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Macfarlane vs Héritiers Andrew-Wilson.	3112	Macfarlane vs Heirs of Andrew Wilson.	3112
BEDFORD:		BEDFORD:	
Berger vs Messier.....	3113	Berger vs Messier.....	3113

GASPÉ:

McCallum vs Mabe..... 3113

MONTREAL:

Bastien vs Gauthier..... 3114

QUÉBEC:

Garage J. R. Plourde Ltée vs Bergeron. 3114

Jolicœur vs Fortin..... 3114

ROUYN-NORANDA:

Marchand vs Bertrand..... 3115

TERREBONNE:

La Reine vs Mora..... 3115

35726-o

GASPÉ:

McCallum vs Mabe..... 3113

MONTREAL:

Bastien vs Gauthier..... 3114

QUÉBEC:

Garage J. R. Plourde Ltée vs Bergeron. 3114

Jolicœur vs Fortin..... 3114

ROUYN-NORANDA:

Marchand vs Bertrand..... 3115

TERREBONNE:

The Queen vs Mora..... 3115

35726-o